

LIRE PAGE
 2 à 17. — Les résultats du second tour de l'élection présidentielle, M. Denzière, M. Legris, A. Duhamel, H. Pierre, A. Clément, A. Jacob, J. Nobécourt, R. Delcour, Ph. Ben, P. Yankovitch.
 18. — La crise rhodésienne.
 19. — La vie sportive, R. Marcillac, R. Duthen.
 24. — Violent combat entre constitutionnalistes et troupes régulières en République Dominicaine.
 Les développements du conflit vietnamien (voir page 18).

Le Monde

LE NUMÉRO : 0,40 F

Algérie (messageries avion) : 0,45 D.A. Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Italie, 100 l.; Belgique, Luxemb., 6 fr.; Autriche, 3,50 sch.; Espagne, 6 pesetas; Allemagne, 0,50 DM; Grande-Bretagne, 1 sh.; Pays-Bas, 0,40 fl.; Portugal, 4 escudos; Suisse, 0,40 franc.

Tarif des abonnements page 8

COMPTE CHEQUE POSTAL
 PARIS N° 4207-23

Adresse télégraphique : JOURMONDE-PARIS
 Tél. : PRO. (770) 91-29

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

OBTENANT LA MAJORITÉ ABSOLUE DANS 66 DÉPARTEMENTS, DONT LA SEINE

LE GÉNÉRAL DE GAULLE EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

avec 54,49 % des suffrages exprimés en métropole

(55,18 % AVEC LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER)

M. MITTERRAND A OBTENU SES PLUS FORTS POURCENTAGES DANS LE MIDI

Le « troisième tour »

Par JACQUES FAUVET

L'élection présidentielle donne une image simplifiée d'une situation confuse. Ce n'est évidemment pas celle de la gauche et de la droite. M. Mitterrand a eu en effet beaucoup d'électeurs de droite et d'extrême droite, beaucoup plus que le général de Gaulle n'a eu de voix de gauche et d'extrême gauche. Rien de moins homogène que leur corps électoral, non plus que l'héritage de M. Lecanuet. Le deuxième tour a confirmé à cet égard la leçon du premier. Cette frontière qu'il a brutalement tracée n'est pas davantage celle qui sépare les républicains de ceux qui ne le seraient pas, à moins de considérer qu'un citoyen devient républicain du seul fait qu'il ne pardonne pas l'indépendance de l'Algérie et qu'un autre cesse de l'être du seul fait qu'il témoigne sa fidélité à l'homme du 18 juin.

L'image du scrutin n'est pas même celle du gaullisme face à l'opposition, puisque parmi les électeurs du général se trouvent un certain

nombre d'électeurs qui avaient voté pour les partis d'opposition en 1962 et voteront de nouveau pour eux aux élections législatives de 1967. Elle est celle d'un homme face aux oppositions. Ses électeurs ont voté pour sa personne, son passé ou sa politique; et pour les plus gaullistes, pour tout cela à la fois. Ses adversaires ont voulu voter les uns contre sa politique algérienne avec M. Tixier-Vignancour, les autres contre sa politique européenne avec M. Lecanuet; les derniers, les plus nombreux, contre sa politique générale et son style avec MM. Waldeck Rochet et Guy Mollet. Ainsi se dessinent plus nettement que jamais trois oppositions: la première à droite, la seconde au centre, la dernière à gauche, qui ont nourri le courant favorable à M. Mitterrand.

Le pouvoir se fera un plaisir de dénoncer cette coalition d'oppositions convergentes, mais contraires, d'opposants opposés. Mais il aurait tort de trop s'en réjouir. Car elle traduit dans de larges couches du pays, et de la gauche à la droite, une hostilité foncière et comme un état d'exaspération passionnelle. Cette frontière et presque cette fracture ne recouvre pas celle des familles traditionnelles; elle risquerait même à la longue de menacer l'unité nationale, de créer comme deux Frances. Ce qui frappe en effet, c'est l'automatisme avec lequel les voix de M. Tixier-Vignancour se sont portées sur M. Mitterrand en dépit du soutien du parti communiste; c'est aussi l'ampleur du transfert sur le candidat de la gauche des suffrages pourtant modérés de M. Lecanuet. Rien

ne prouve que le même phénomène ne se produira pas en 1967.

Quant au candidat des oppositions, il ne peut ignorer que la convergence dont il a profité ne fait ni une majorité ni une politique. Elle doit l'inciter à redevenir le candidat qu'il était au départ, celui de la gauche, à définir tôt ou tard les limites de son entreprise, et il le peut d'autant plus qu'à la lumière des dernières élections législatives la gauche semble assurée de retrouver lors des prochaines les voix qui lui ont tant manqué dimanche. A cet égard la lutte n'est pas finie. Elle ne fait que commencer.

Personne ne pensait sérieusement, en dehors de faux naïfs de l'extrême droite, battre le général de Gaulle. Beaucoup peuvent légitimement espérer, à droite comme à gauche, le priver en 1967 de la majorité parlementaire indispensable à son maintien à l'Élysée. Le régime ne survivrait pas à l'élection d'une Assemblée hostile au chef de l'État. Ce sera bien alors le « troisième tour ».

Le premier a été à l'avantage des oppositions dans la mesure où il s'est traduit par un ballottage; le second a été gagné par le chef de l'État. La belle devrait se jouer au printemps 1967.

Pendant quinze mois, la vie politique, sinon la politique extérieure, européenne en tout cas, risque d'être suspendue à cette échéance. La précipiter ne servirait de rien. Outre que la marge a été trop étroite dimanche pour que le maintien de la majorité soit garanti, le droit de dissolution serait perdu pour un an. La seule façon pour le pouvoir d'affronter avec de meilleures chances le « troisième tour » est de procéder à une révision de sa manière d'être et d'agir. Mais le peut-il, le veut-il?

Le général de Gaulle a obtenu sa réélection avec 54,49 % des suffrages exprimés pour la seule métropole et plus de 55 % en comptant les résultats des départements et territoires d'outre-mer qui n'étaient pas tous connus lundi au début de l'après-midi.

Dans sa dernière allocution avant le scrutin, vendredi soir, le président de la République avait fait valoir que, réélu, il pourrait « donner à nos affaires une impulsion nouvelle ».

M. François Mitterrand, qui progresse de près de trois millions de voix, et en pourcentage de 32,23 à 45,50 %, a recueilli une forte majorité des suffrages qui s'étaient portés au premier tour sur M. Tixier-Vignancour et environ la moitié des voix de M. Lecanuet. Il devance le chef de l'État dans vingt-quatre départements dont quinze sont situés dans le Midi.

Un autre élément notable est l'importance de la participation, presque égale à celle du 5 décembre sauf à Paris.

● EN FRANCE, les réactions des milieux politiques ne laissent paraître, à l'inverse de ce qui s'était passé au premier tour, aucune surprise. M. Mitterrand a déclaré qu'il ne féliciterait pas le général de Gaulle de son succès parce qu'il a « la conviction que cette élection est contraire aux intérêts de notre pays ». Les gaullistes s'en prennent à M. Lecanuet, dont les partisans, assurent-ils, se sont volatilisés, tandis que M. Tixier-Vignancour estime que si le candidat centriste du premier tour avait, comme il l'a fait lui-même, fait voter pour l'opposition, le chef de l'État aurait pu être battu.

● A L'ÉTRANGER le résultat de l'élection a été accueilli sans étonnement. Les derniers sondages d'opinion étaient connus, et, à la lumière de leur précision du premier tour, chacun les prenait au sérieux.

L'ex-chancelier Adenauer a été l'un des premiers à exprimer sa satisfaction; mais ceux qui dirigent aujourd'hui la République fédérale sont plus nuancés: pour eux, comme pour les Américains, le choix du général est celui du moindre mal.

A Rome, on estime que le principal vainqueur du scrutin est le parti communiste, qui sort de son isolement et apparaît comme un partenaire indispensable pour toute solution de remplacement. C'est là un fait qui n'a pas échappé à l'attention des Soviétiques: ils se félicitent de voir tout à la fois rester en place un homme dont ils se plaisent à louer le réalisme et s'affirmer une gauche dont les options en politique étrangère ne paraissent pas très différentes.

A Alger aussi on se réjouit ouvertement, tandis qu'à Tunis la satisfaction est plus discrète, et qu'aux Nations unies elle se teinte, nous câble Philippe Ben, de critiques de plus en plus nettes contre la politique du général en Afrique noire.

Le « New-York Times » et le « New-York Herald Tribune » ont tiré sur toute la largeur de leur première page, dans leurs éditions européennes, avec les nouvelles de l'élection, et le « Daily Mail » écrit en gros caractères que de Gaulle a « enfin eu son oui ». Mais si le « Daily Express » (nationaliste) applaudit bruyamment, les autres commentaires sont encore peu nombreux. Ils tournent en général autour de la question de savoir si le chef de l'État, qui, comme le remarquent le « Journal de Genève » et le « Stockholms Tidningen », ne représente plus que la majorité des Français, va amener ou non sa diplomatie dans un sens plus favorable à l'Europe et à l'O.T.A.N.; la plupart de nos confrères en doutent fortement. Notons encore, parmi les rares éditoriaux, celui du « New-York Herald Tribune » qui invite le président de la République à se tourner vers l'avenir au lieu de se cantonner dans le passé.

AU JOUR LE JOUR

Vive la présidente!

Ma première tentation a été d'écrire ce billet en langue d'oc et de réclamer la proclamation de deux présidents, un pour le sud et un pour le nord de la France, conformément au vœu manifesté des électeurs. Mais les Américains ont essayé la méthode et, cent ans après, ils n'en sont pas encore remis.

De bonne grâce, vive donc le président!

Cela dit, puis-je pour l'avenir formuler une pensée qui m'est suggérée par les résultats du concours de l'École nationale d'administration proclamés la semaine dernière et où triomphent un nombre inaccoutumé de jeunes filles? Cela plaît à mon féminisme et cela flatte le bon sens. Il y a en France plus d'électrices que d'électeurs. Cette proportion doit se refléter non seulement dans l'administration mais aussi dans la politique.

Considérant le style nouveau que la télévision donne à la campagne électorale et considérant les trésors de charme que les candidats dépendent au profit des électeurs, je suis certain que — pin up boy ou grand-papa gâteau — les hommes seront battus sur un terrain qui n'est pas le leur et que pour le prochain septennat la logique du système nous donnera une présidente.

ROBERT ESCARPIT.

TOCSIN POUR LE TÉLÉPHONE

I. — Rideaux de fumée

Par ALAIN MURCIER

M. Raymond Croze, directeur général des télécommunications au ministère des P.T.T., est a priori le Français le plus qualifié pour savoir de quoi il retourne au sujet du téléphone. Il est donc tout à fait indiqué de lui faire ouvrir cette enquête en reproduisant son diagnostic de la crise publié dans le numéro spécial 1965 de la *Jaune et la Rouge*, revue de l'École polytechnique, consacré précisément aux télécommunications.

« La liste de ceux qui attendent la réalisation de leur instal-

lation téléphonique, écrit-il, était fin 1965 3,5 fois plus longue qu'en 1949, car la demande de téléphone n'a jamais été aussi forte (6,7 fois plus de demandes reçues en 1964 qu'en 1950). Le trafic s'écoule mal à certaines périodes, le nombre des circuits et des équipements existant dans le réseau n'ayant pas crié à la même cadence que le trafic et étant insuffisant pour l'écouler dans de bonnes conditions, d'où des embouteillages, des attentes, des protestations, et finalement un autofreinage de l'accroissement du nombre des communications, d'où des pertes de recettes (1) et, pour nos opératrices en service manuel, des conditions de travail difficiles. L'industriel qui se propose de décantiner son usine rencontre fréquemment des difficultés pour obtenir le téléphone d'abord et, quand il l'a, pour établir les liaisons qui lui sont indispensables avec son siège social, ses fournisseurs ou sa clientèle. Le renouvellement des équipements vétustes n'est pas assuré à la cadence voulue, et l'on fait durer au-delà du raisonnable la vie des installations anciennes, ce qui nécessite un entretien de plus en plus coûteux et un personnel nombreux. »

(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)

(1) Ce manque à gagner est évalué à 8 % des recettes. Ces dernières ayant atteint (exclusivement au titre des communications téléphoniques) 2 178 millions en 1964, la perte a atteint 173 millions (17,3 milliards d'anciens francs). C'est une illustration de ce que les économistes appellent le « cercle vicieux du sous-développement ».

Les résultats complets des deux tours (Métropole seule)

| | DEUXIÈME TOUR | | | PREMIER TOUR | | |
|----------------------|-------------------------|----------------------|------------|-------------------------|----------------------|------------|
| | Nombre de voix obtenues | % Suffrages exprimés | % Inscrits | Nombre de voix obtenues | % Suffrages exprimés | % Inscrite |
| Inscrits | 28 239 732 | | | 28 235 002 | | |
| Votants | 23 864 586 (84,5 %) | | | 24 002 093 (85 %) | | |
| Abstentions | 4 375 146 (15,49 %) | | | 4 232 909 (15 %) | | |
| Bul. blancs ou nuls. | 661 791 (2,34 %) | | | 244 421 (0,86 %) | | |
| Suff. exprimés ... | 23 202 795 (82,16 %) | | | 23 757 672 (84,14 %) | | |
| De Gaulle | 12 645 315 | 54,49 | 44,77 | 10 386 734 | 43,71 | 36,78 |
| Mitterrand | 10 557 480 | 45,50 | 37,38 | 7 658 752 | 32,23 | 27,12 |
| Lecanuet | | | | 3 767 408 | 15,85 | 13,34 |
| Tixier-Vignancour. | | | | 1 253 959 | 5,27 | 4,44 |
| Marcilhacy | | | | 413 125 | 1,73 | 1,46 |
| Barbu | | | | 277 644 | 1,16 | 0,98 |

En tenant compte des chiffres d'outre-mer (sauf ceux de la Guyane et de la Polynésie, qui n'étaient pas encore connus lundi au début de l'après-midi), les résultats d'ensemble, établis par le ministère de

l'intérieur, sont les suivants: inscrits, 28 870 196; votants, 24 342 290; suffrages exprimés, 23 672 878 (abstentions: 15,69 %); général de Gaulle, 13 063 134 (55,18 %); M. François Mitterrand, 10 609 744 (44,81 %).

Les résultats détaillés du second tour pour la métropole permettent de formuler un certain nombre de remarques:

1) La participation au scrutin a atteint pratiquement le même pourcentage que le 5 décembre. C'est une grosse surprise.

On s'attendait en effet à des abstentions nettement plus nombreuses, soit parce que le choix offert aux électeurs était limité et que ceux qui paraissent enclins à reuser l'un et l'autre des candidats devaient être, croyait-on, plus nombreux; soit que, les sondages d'opinion aidant, la décision ait paru acquise d'avance, soit enfin parce qu'on s'abstient toujours davantage au second tour qu'au premier, dans toute consultation.

Avec 15,49 % d'abstentions seulement au lieu de 15,01, le vote de dimanche s'établit au troisième rang de l'histoire électorale française, juste après celui du 5 décembre et le référendum du 28 septembre 1958, qui vit naître la V^e République (15,44 %).

Dans deux départements, la Corse — toujours en queue de liste — et la Creuse, il y a eu plus de 20 % d'abstentions. Mais dans plusieurs on a plus voté le 19 que le 5: Ariège, Haute-Garonne,

Hautes-Pyrénées, Cher, Pas-de-Calais, etc.

La proportion de bulletins blancs ou nuls, qui s'était établie le 5 décembre au niveau le plus faible qu'on ait connu avec 1,03 %, est remontée à un pourcentage moyen (2,34 %). C'est l'effet des consignes données en demi-teinte par M. Lecanuet lui-même et ouvertement par plusieurs des personnalités qui l'avaient soutenu, comme M. Pflimlin. Un effet limité d'ailleurs: on est loin encore des 4,06 % de « blancs et nuls » relevés au référendum d'avril 1961, pour lequel un parti — le P.S.U. — avait recommandé cette attitude; loin aussi des 3,17 % des élections législatives de novembre 1962.

En chiffres absolus, 437 000 électeurs de plus qu'il y a quinze jours s'étant rendus au bureau de vote ont glissé dans l'urne une enveloppe vide ou contenant un bulletin blanc. Ils ont été proportionnellement un peu plus nombreux dans la plupart des départements dans lesquels M. Lecanuet avait fait un bon score: 10 500 de plus, par exemple, en Loire-Atlantique, 8 000 en Saône-et-Loire, 7 000 dans le Bas-Rhin, 4 000 en Loir-et-Cher, etc. Dans le Rhône les arrondissements de Lyon où le vote blanc a été le plus fréquent (atteignant pour

l'ensemble du département 4,35 %) sont très exactement ceux où M. Lecanuet s'était bien placé; un de ses supporters, M. Charvet, député du Centre démocratique, avait donné consigne de voter ainsi.

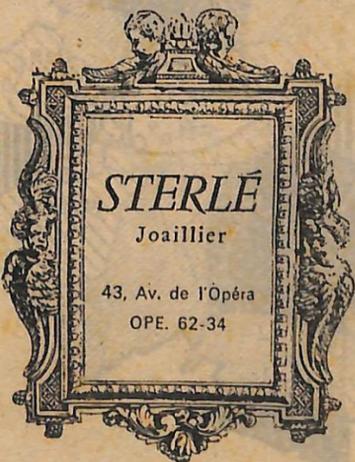
Les bastions du gaullisme

2) Le général de Gaulle, avec 2 258 000 voix de plus qu'au premier tour, approche de près les « oui » du référendum d'octobre 1962 en métropole. Mais en pourcentage, il en demeure assez éloigné, passant de 81,75 % à 54,49 % des suffrages exprimés.

La nature des deux consultations n'est certes pas la même. Mais ce second tour ressemble pourtant davantage à un référendum que le premier tour, plus semblable, lui, à une élection législative.

PIERRE VIANSSON-PONTE.
 (Lire la suite page 14, 1^{re} col.)

● LÈGÈRE HAUSSE À LA BOURSE. — A l'ouverture, dans un marché actif, les valeurs françaises accentuent leurs bonnes dispositions de la fin de la semaine dernière. Toutefois, les plus values sont modérées.



LE TABLEAU ET LA GÉOGRAPHIE

LES POURCENTAGES DE VOIX DES DEUX TOURS PAR RAPPORT AUX SUFFRAGES EXPRIMÉS

| | 19 DECEMBRE | | PREMIER TOUR | | | | | 19 DECEMBRE | | PREMIER TOUR | | | |
|--------------------|-------------|------------|--------------|------------|----------|--------|-------------------------|-------------|------------|--------------|------------|----------|--------|
| | De Gaulle | Mitterrand | De Gaulle | Mitterrand | Lecanuet | Tixier | | De Gaulle | Mitterrand | De Gaulle | Mitterrand | Lecanuet | Tixier |
| BAS-RHIN | 79,87 | 20,12 | 63,66 | 10,27 | 22,15 | 2,33 | SOMME | 53,85 | 46,14 | 46,04 | 35,48 | 12,24 | 3,87 |
| HAUT-RHIN | 74 | 26 | 59,10 | 13,44 | 23,23 | 2,45 | LOIRE | 53,83 | 46,16 | 38,64 | 30,68 | 22,27 | 5 |
| MANCHE | 73,30 | 26,69 | 57,39 | 14,77 | 21,60 | 3,70 | SARTHE | 53,55 | 46,44 | 42,68 | 32,57 | 17,49 | 4,25 |
| MOSELLE | 71,79 | 28,20 | 63,21 | 18,69 | 13,80 | 2,37 | BELFORT (TERRITOIRE DE) | 53,53 | 46,46 | 44,76 | 33,92 | 15,60 | 3,32 |
| VENDEE | 71,15 | 28,84 | 51,53 | 17,39 | 23,99 | 4,55 | RHONE | 53,41 | 46,58 | 37,93 | 30,98 | 21,11 | 6,56 |
| MAYENNE | 69,73 | 30,26 | 49,93 | 15,31 | 28,17 | 3,77 | LANDES | 53,35 | 46,64 | 45,05 | 34,35 | 13,08 | 5,40 |
| ILLE-ET-VILAINE | 67,62 | 32,37 | 52,25 | 20,79 | 20,36 | 3,59 | INDRE-ET-LOIRE | 53,27 | 46,72 | 42,08 | 29,65 | 18,11 | 6,64 |
| MAINE-ET-LOIRE | 67,49 | 32,50 | 48,88 | 18,28 | 25,27 | 4,52 | LOIR-ET-CHER | 53,14 | 46,85 | 41,53 | 31,44 | 18,45 | 5,12 |
| ORNE | 67,14 | 32,85 | 51,08 | 18,07 | 23,63 | 4,13 | CHARENTE | 53,08 | 46,91 | 41,24 | 31,29 | 9,66 | 4,89 |
| LOZERE | 66,77 | 33,22 | 51,72 | 22,47 | 18,11 | 5,50 | COTE-D'OR | 53,07 | 46,92 | 39,90 | 32,30 | 19,70 | 5,20 |
| MEUSE | 66,67 | 33,32 | 55,49 | 21,18 | 17,70 | 3,43 | SEINE | 52,51 | 47,48 | 41,82 | 35,69 | 14,46 | 4,81 |
| MORBIHAN | 66,47 | 33,52 | 53,17 | 23,93 | 18,34 | 2,74 | SEINE-ET-OISE | 51,82 | 48,17 | 41,34 | 36,35 | 13,83 | 4 |
| CALVADOS | 64,37 | 35,62 | 48,75 | 20,37 | 23,63 | 4,35 | PUY-DE-DOME | 51,69 | 48,30 | 40,93 | 35,53 | 14,23 | 5,70 |
| HAUTE-SAVOIE | 63,52 | 36,47 | 47,84 | 25,20 | 19,90 | 4,05 | SEINE-MARITIME | 51,58 | 48,41 | 41,17 | 33,90 | 19,28 | 3,20 |
| FINISTERE | 63,15 | 36,84 | 49,59 | 27,58 | 18,46 | 2,42 | SAONE-ET-LOIRE | 51,27 | 48,72 | 40,50 | 35 | 16,18 | 4,73 |
| VOSGES | 62,89 | 37,10 | 52,50 | 25,30 | 14,90 | 3,60 | CHARENTE-MARITIME | 51,09 | 48,90 | 40,63 | 31,76 | 16,34 | 6,45 |
| CANTAL | 62,42 | 37,57 | 49,03 | 25,39 | 18,38 | 4,23 | GIROUDE | 51,02 | 48,97 | 42,30 | 30,40 | 15,40 | 8,50 |
| HAUTE-MARNE | 61,99 | 38 | 52,56 | 28,63 | 13,38 | 3,23 | PAS-DE-CALAIS | 50,88 | 49,11 | 44,75 | 40,02 | 10 | 3,08 |
| LOIRE-ATLANTIQUE | 60,73 | 39,26 | 44,46 | 25,47 | 23,21 | 4,16 | DROME | 50,71 | 49,28 | 39,53 | 34,92 | 14,75 | 6,58 |
| HAUTE-LOIRE | 60,43 | 39,56 | 40,34 | 22,69 | 26,47 | 7,35 | ALPES-MARITIMES | 50,48 | 49,51 | 41,21 | 28,40 | 11,90 | 12,47 |
| CORSE | 59,54 | 40,45 | 56,48 | 25,66 | 7,72 | 9,13 | CHER | 50,13 | 49,86 | 41,10 | 38,73 | 12,10 | 4,69 |
| BASSES-PYRENEES | 59,33 | 40,66 | 46,04 | 23,53 | 19,01 | 9,02 | LOT | 48,86 | 51,13 | 39,24 | 36,40 | 16,68 | 4,67 |
| MEURTHE-ET-MOSELLE | 58,68 | 41,31 | 48,75 | 30,18 | 15,78 | 3,13 | ISERE | 48,52 | 51,47 | 37,47 | 37,38 | 15,22 | 6,26 |
| DOUBS | 58,46 | 41,53 | 47,34 | 31,04 | 15,92 | 3,37 | CREUSE | 47,49 | 52,50 | 41,58 | 42,18 | 9,99 | 3,86 |
| DEUX-SEVRES | 58,38 | 41,61 | 42,67 | 27,25 | 22,57 | 4,37 | VAR | 47,43 | 52,56 | 39,32 | 33,05 | 10,64 | 14,05 |
| LOIRET | 58,16 | 41,83 | 46,56 | 29,16 | 16,09 | 4,89 | DORDOGNE | 46,93 | 53,06 | 40,07 | 39,13 | 11,78 | 5,99 |
| EURE-ET-LOIR | 57,20 | 42,79 | 45,85 | 29,51 | 17,54 | 4,12 | INDRE | 46,69 | 53,30 | 37,49 | 38,26 | 15,50 | 5,50 |
| VIENNE | 57,16 | 42,83 | 45,69 | 27,46 | 18,43 | 5,10 | TARN | 45,64 | 54,35 | 36 | 38,16 | 15,54 | 7,27 |
| OISE | 57,02 | 42,97 | 48,47 | 30,14 | 13,65 | 4,83 | CORREZE | 45,55 | 54,44 | 39,49 | 44,83 | 9,40 | 3,59 |
| AVEYRON | 56,37 | 43,62 | 40,34 | 27,99 | 24,03 | 4,36 | ALLIER | 45,09 | 54,90 | 36,55 | 41,93 | 13,03 | 5,44 |
| MARNE | 55,90 | 44,09 | 44,34 | 31,81 | 18,12 | 3,32 | HAUTE-VIENNE | 44,40 | 55,59 | 39,46 | 46,16 | 7,39 | 3,75 |
| SEINE-ET-MARNE | 55,89 | 44,10 | 45,76 | 30,61 | 15,75 | 4,71 | HAUTES-PYRENEES | 44,35 | 55,64 | 36,40 | 41,40 | 12,54 | 7,11 |
| AISNE | 55,82 | 44,17 | 47,39 | 31,88 | 14,78 | 3,52 | TARN-ET-GARONNE | 44,23 | 55,76 | 34,45 | 38,11 | 14,59 | 9,70 |
| EURE | 55,81 | 44,18 | 43,86 | 29,17 | 20,38 | 3,84 | BASSES-ALPES | 43,90 | 56,09 | 35,02 | 39,47 | 13,39 | 9,02 |
| AIN | 55,77 | 44,22 | 43,03 | 30,45 | 18,37 | 5,03 | BOUCHES-DU-RHONE | 43,46 | 56,53 | 35,68 | 39,34 | 9,61 | 12,45 |
| JURA | 55,66 | 44,33 | 42,73 | 32,13 | 19,12 | 3,25 | HAUTE-GARONNE | 42,67 | 57,32 | 35,93 | 40,36 | 12,08 | 8,87 |
| NORD | 55,49 | 44,50 | 48,06 | 35,61 | 10,85 | 3,21 | PYRENEES-ORIENTALES | 42,47 | 57,52 | 34,76 | 40,80 | 11,83 | 10,35 |
| ARDECHE | 55,42 | 44,57 | 42,68 | 32,46 | 16,89 | 5,39 | VAUCLUSE | 41,64 | 58,35 | 32,65 | 38,19 | 12,80 | 12,16 |
| ARDENNES | 55,34 | 44,65 | 46,51 | 33,44 | 14,51 | 3,20 | LOT-ET-GARONNE | 40,56 | 59,43 | 31,37 | 38,82 | 16,22 | 10,18 |
| YONNE | 55,19 | 44,80 | 44,53 | 31,41 | 16,15 | 5,14 | GARD | 39,92 | 60,07 | 31,55 | 44,49 | 12,44 | 8,48 |
| COTES-DU-NORD | 54,80 | 45,19 | 43,99 | 34,94 | 17,15 | 2,07 | HERAULT | 39,92 | 60,07 | 31,24 | 42,01 | 12,41 | 11,34 |
| HAUTE-SAONE | 54,59 | 45,40 | 46,21 | 34,24 | 14,27 | 3,25 | NIEVRE | 39,97 | 61,02 | 32,28 | 52,49 | 10,31 | 9,02 |
| AUBE | 54,34 | 45,65 | 43,39 | 34,85 | 15,86 | 3,63 | ARIEGE | 37,49 | 62,50 | 34,28 | 50,10 | 7,68 | 5,16 |
| HAUTES-ALPES | 53,95 | 46,04 | 42,77 | 32,39 | 16,26 | 5,06 | AUDE | 35,09 | 64,90 | 30,02 | 49,99 | 10,80 | 6,82 |
| SAVOIE | 53,92 | 46,07 | 41,43 | 33,34 | 17,37 | 4,64 | GERS | 34,75 | 65,24 | 26,91 | 44,19 | 17,44 | 8,63 |

AVERTISSEMENT

On trouvera dans les pages suivantes les résultats détaillés et définitifs du second tour de l'élection présidentielle.

Ces résultats sont suivis, pour les départements et pour les villes les plus importantes, par le rappel du premier tour et celui du référendum de 1962.

CANOE



la plus célèbre des eaux de cologne parfumées

Dana PARIS

LES CONSULTATIONS DE 1958 A 1962 (Les quatre référendums)

| | 28 septembre 1958 (Ratification de la Constitution) | 8 janvier 1961 (Politique algérienne) | 8 avril 1962 (Politique algérienne) | 28 octobre 1962 (Révision de la Constitution) |
|-------------|---|---------------------------------------|-------------------------------------|---|
| INSCRITS | 26 603 464 | 27 184 408 | 26 991 743 | 27 582 113 |
| ABSTENTIONS | 4 006 614 (15,06 %) | 6 393 162 (23,51 %) | 6 589 837 (24,41 %) | 6 280 297 (22,76 %) |
| EXPRIMÉS | 22 293 301 | 20 196 547 | 19 303 668 | 20 742 058 |
| OUI | 17 668 790 (79,25 %) | 15 200 073 (75,26 %) | 17 508 607 (90,70 %) | 12 809 363 (61,75 %) |
| NON | 4 624 511 (20,74 %) | 4 996 474 (24,73 %) | 1 795 061 (9,29 %) | 7 932 695 (38,24 %) |

Du côté des amis de M. Mitterrand

Du côté des amis de M. Mitterrand, au Cercle républicain, avenue de l'Opéra, on ne retrouvait pas, non plus qu'ailleurs, l'atmosphère du 5 décembre, faite d'enthousiasme et d'espoir...

En cette soirée du 19 on avait, certes, dressé un grand buffet (un en-cas...), mais on ne s'y bousculait guère.

Dans une pièce tout emplit de portraits au fusain de Clemenceau et de photographies du Père-la-Victoire, on regardait la télévision. Quelques ricanements déridaient les visages à l'annonce des résultats de Wallis et Futuna ou de la Nouvelle-Calédonie. Tandis que la visite du candidat de l'opposition était annoncée à 21 h. 30, et qu'il se faisait attendre, la conversation roulait sur l'interprétation des chiffres : « Si on n'a pas eu toutes les voix de M. Tixier-Vignancour, tant mieux ! » ; « Il ne faut pas oublier que l'on est parti de zéro » ; « On a repris une partie des voix de gauche qui avaient fait défection au premier tour. » Enfin on avait les yeux fixés sur l'horizon 45 % : « On est sûrs de les tenir au moins ? Peut-être va-t-on les dépasser ? »

M. François Mitterrand, en complet gris, cravate noire, souriant, fit son entrée à 23 h. 10.

Il monta à une tribune drapée d'un tapis vert. Après une allusion aux résultats des départements d'outre-mer « sous ce régime » qui viendraient diminuer son pourcentage, il lut une brève déclaration dans laquelle il fit savoir qu'il ne féliciterait pas son concurrent victorieux. Il proposa ensuite aux journalistes de répondre à leurs questions. Ce qui lui permit de préciser : « Je remercie tous les républicains — je ne remercie que ceux-là, — qui ont voulu me soutenir au second tour. » Sur l'avenir immédiat : « Je reprends mon rang à l'intérieur de la formation politique à laquelle j'appartiens, la Fédération socialiste. Après trois mois de campagne je me sens tout à fait d'attaque, ce qui veut dire que le combat recommence demain matin. » Enfin, quelques dernières flèches : « Le gaullisme avec de Gaulle est devenu boîtes, sans de Gaulle que sera-t-il ? »

Le candidat battu alla terminer la soirée chez un de ses amis, rue de Bellechasse, où une réception était organisée en son honneur.

A deux pas de là, à l'hôtel Matignon, M. Pompidou recevait environ trois cents personnes : ministres, députés U.N.R., mem-

bres du Comité de soutien au général de Gaulle, L.F.O.P. — toujours elle — était le principal sujet de conversation. « Pourquoi faire des élections désormais ? plaisantait un ministre, il suffirait de consulter P.F.O.P... »

Michel LEGRIS.

La première déclaration du candidat de l'opposition :

« Poursuivre le combat sans répit »

« Un premier tour de scrutin mauvais, un deuxième tour de scrutin médiocre dans une élection à la présidence où le général de Gaulle était personnellement engagé, voilà où en est le gaullisme après sept ans d'un pouvoir sans partage.

« J'avais dès le point de départ de ma candidature mesuré la difficulté de l'entreprise, mais le résultat obtenu aujourd'hui me confirme dans cette certitude que l'heure approche où les républicains l'emporteront. Tous mes efforts tendront désormais à contribuer à faire des élections législatives la rencontre décisive qui sauvera la République de

l'aventure où va la plonger un gaullisme au rabais.

« J'aurais aimé pouvoir adresser au président de la République élu, en ce 19 décembre, mes vœux de réussite. Mais la conviction que j'ai que cette élection est contraire aux intérêts de notre pays ainsi qu'à l'avenir de la démocratie me l'interdit.

« Je me réjouis de l'union de la gauche qui m'a permis de lutter pour la République en ce deuxième tour de scrutin. Je remercie les républicains du concours qu'ils m'ont apporté et je les appelle à poursuivre le combat sans trêve et sans répit. Pour l'heure actuelle c'est le vœu que je forme pour la France. »

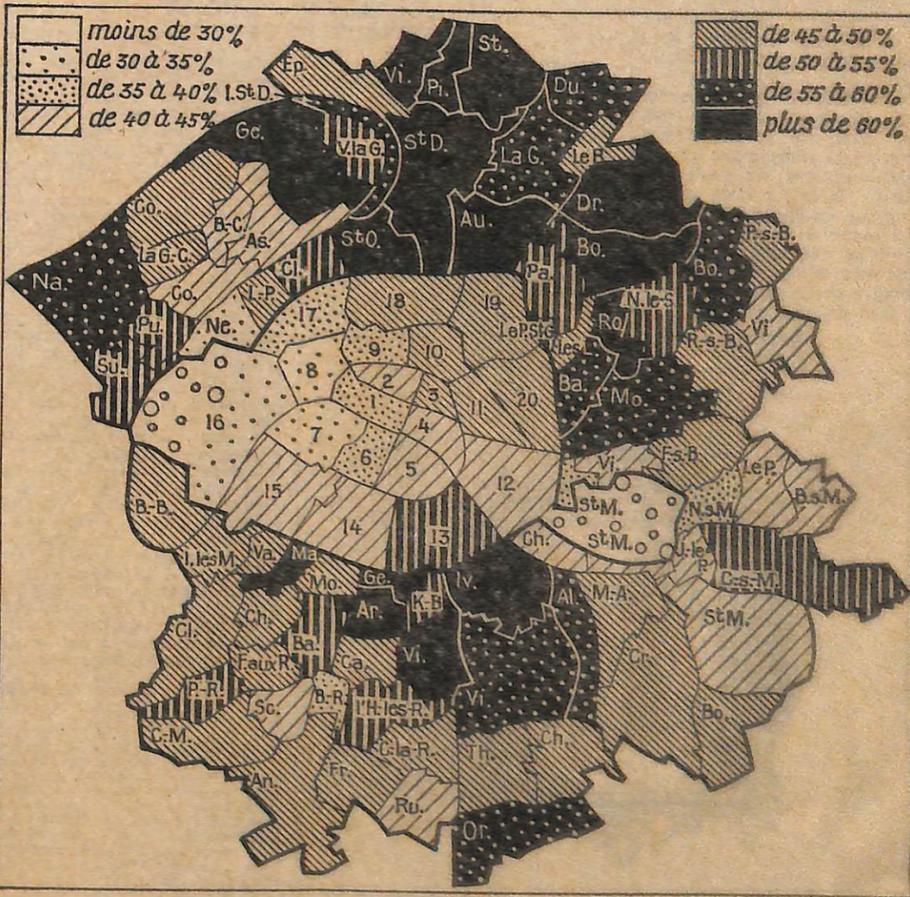
LE PREMIER TOUR DES DEUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

| | 23 novembre 1958 | | 18 novembre 1962 | |
|---------------------------|---------------------|-------|---------------------|-------|
| | Voix | % | Voix | % |
| Inscrits | 27 236 491 | | 27 535 019 | |
| Abstentions | 6 236 694 (22,89 %) | | 8 603 286 (31,25 %) | |
| Exprimés | 20 484 709 | | 18 329 886 | |
| Partis | | | | |
| Communistes | 3 882 204 | 18,90 | 3 992 431 | 21,78 |
| P.S.U. et extrême gauche | 347 298 | 1,64 | 449 743 | 2,45 |
| S.F.I.O. | 3 167 354 | 15,50 | 2 319 662 | 12,65 |
| Radicux | 983 201 | 4,80 | 679 812 | 3,71 |
| Centre gauche (1) | 716 869 | 3,50 | 705 186 | 3,85 |
| Centre républicain | 647 919 | 3,02 | 81 627 | 0,45 |
| M.R.P. | 1 858 380 | 9,10 | 1 635 452 | 8,92 |
| Démocrates chrétiens | 520 408 | 2,05 | — | — |
| U.N.R. (2) | 3 603 958 | 17,60 | 5 847 403 | 31,90 |
| Républicains indépendants | — | — | 798 092 | 4,36 |
| Indépendants | 2 815 176 | 13,70 | 1 660 896 | 9,06 |
| Modérés | 1 277 424 | 6,20 | — | — |
| Extrême droite | 669 518 | 3,03 | 159 682 | 0,87 |

(1) En 1958, R.G.R.

(2) Rappelons que l'« Association pour la V^e République » avait donné son investiture à trente-six candidats indépendants ou M.R.P. en 1962 : ce qui porte à 33,74 % les suffrages gaullistes du premier tour de cette année-là.

Les voix de M. Mitterrand à Paris et en banlieue (19 décembre)



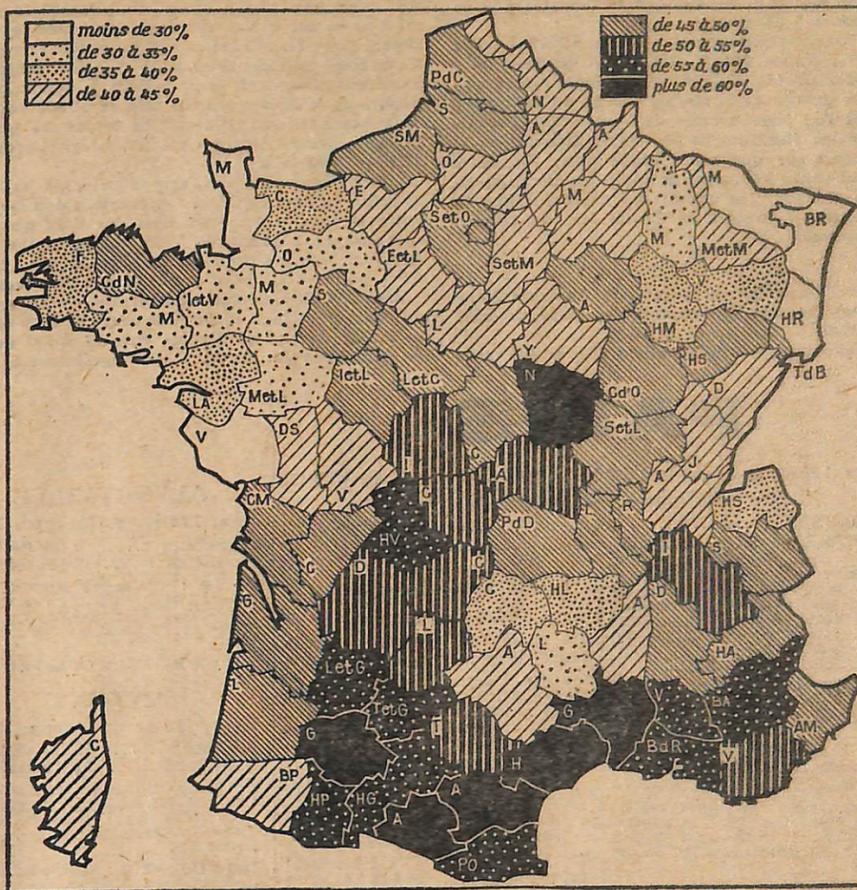
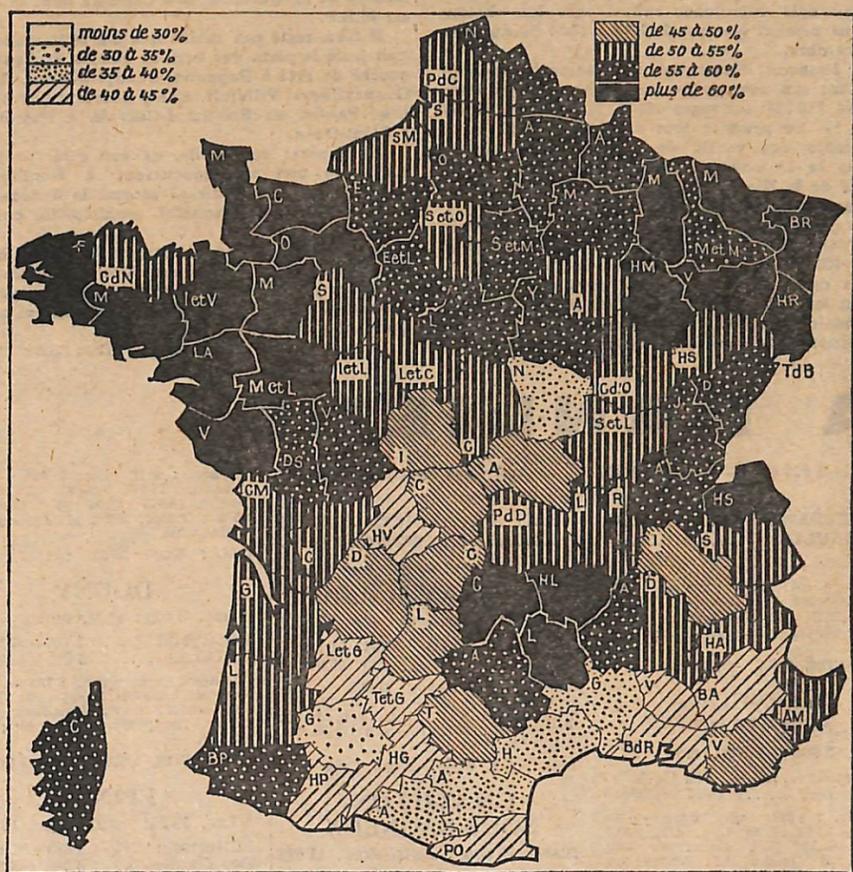


DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

LES ÉLECTORATS EN POURCENTAGE DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Les voix du général de Gaulle le 19 décembre 1965

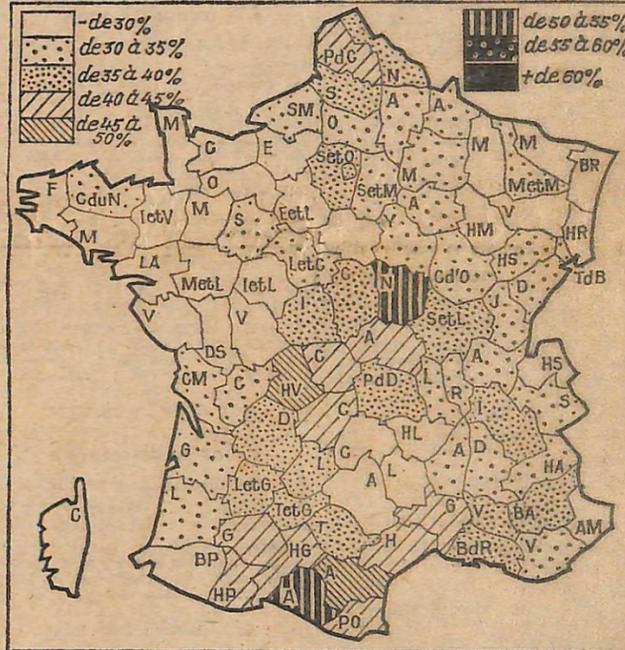
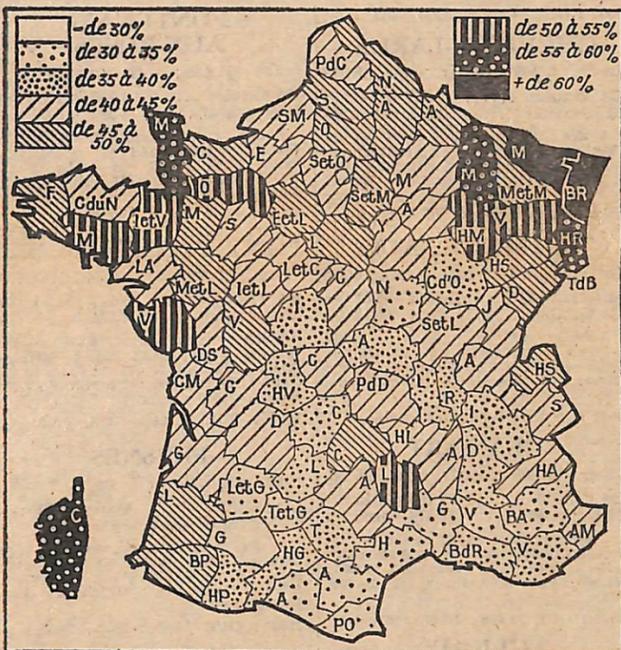
Les voix de M. Mitterrand le 19 décembre 1965



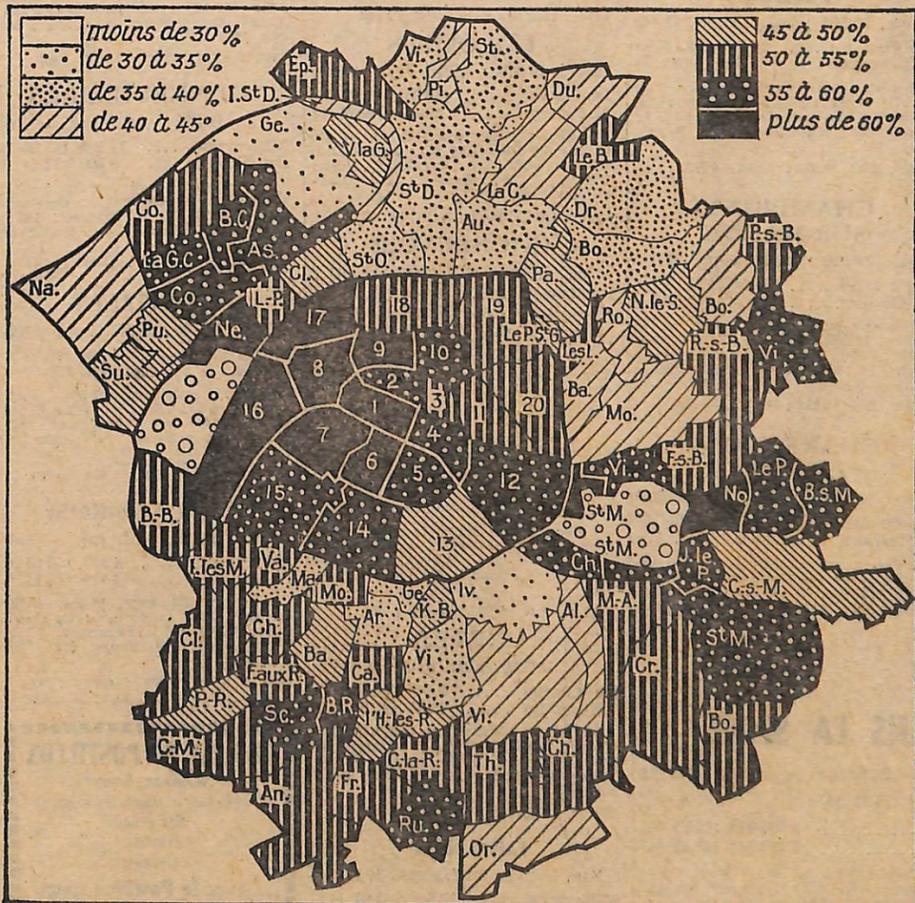
Les voix du général de Gaulle le 5 décembre

Le pourcentage des abstentions le 19 décembre

Les voix de M. Mitterrand le 5 décembre



Les voix du général de Gaulle à Paris et en banlieue (19 décembre)



Plusieurs villes de départements « gaullistes » ont préféré M. Mitterrand

Dans plusieurs des départements où le général de Gaulle emporte la majorité absolue, on trouve des villes où il est distancé par son concurrent :

- AIN : Amberieu.
- AISNE : Château-Thierry.
- ALPES-MARITIMES : Nice.
- ARDECHE : Vals-les-Bains.
- ARDENNES : Revin.
- AUBE : Romilly.
- AVEYRON : Decazeville, Millau.
- CHARENTE : Ruelle.
- CHARENTE-MARITIME : Saintes.
- CHER : Vierzon.
- CORSE : Sartène.
- COTE-D'OR : Montbard.
- DOUBS : Montbéliard.
- EURE : Louviers.
- GIRONDE : Bègles, Mérignac.
- INDRE-ET-LOIRE : Saint-Pierre-des-Corps.
- JURA : Dole.
- LOIRE : Firminy, La Ricamarie, Saint-Chamond.
- LOIRE-ATLANTIQUE : Couéron, Rézé, Saint-Nazaire.
- MAINE-ET-LOIRE : Trélazé.
- MARNE : Epernay.
- MEURTHE-ET-MOSELLE : Villerupt.
- MORBIHAN : Lanester.
- MOSELLE : Hagondange, Moyeuvre-Grande.
- NORD : Anzin, Denain, Hellemmes, Lomme.
- OISE : Creil.
- PAS-DE-CALAIS : Bruay, Hénin-Liétard, Lens, Liévin.
- PUY-DE-DOME : Thiers.
- BASSES-PYRENEES : Moux, Oloron.

- RHONE : Givors, Oullins, Vénissieux, Villefranche-sur-Saône, Villeurbanne.
- HAUTE-SAONE : Luxeuil.
- SAONE-ET-LOIRE : Montceau-les-Mines.
- SARTHE : Le Mans.
- SEINE-MARITIME : Elbeuf, Le Havre, Sotteville, Grand-Quevilly, Petit-Quevilly, Neuville-les-Dieppe.

- SEINE-ET-OISE : Argenteuil, Arnouville-les-Gonesses, Athis-Mons, Aulnay-sous-Bois, Bezons, Le Blanc-Mesnil, Corbeil-Essonnes, Les Mureaux, Mantes-la-Jolie, Palaiseau, Sainte-Geneviève-des-Bois, Sannois, Sarcelles, Sartrouville, Savigny-sur-Orge, Sevran, Trappes, Villeneuve-Saint-Georges, Ville-neuve-le-Roi.
- DEUX-SEVRES : Thouars.
- SOMME : Albert.

un grand nom dans l'horlogerie

ZENITH

LES RÉSULTATS DANS LA RÉGION PARISIENNE

Dans la Seine le général de Gaulle est en première position avec 1 385 861 voix (52,51 %) contre 1 152 351 au premier tour (41,81 %) et 876 234 (39,22 %) à l'U.N.R. aux élections législatives du 18 novembre 1962. Il gagne donc, par rapport au premier tour, près de onze « points » qui semblent provenir pour la plupart des électrices et électeurs de M. Jean Lecanuet (14,45 % des voix le 5 décembre).

M. François Mitterrand obtient 1 253 344 voix (47,49 %) contre 983 451 (35,69 %) quinze jours plus tôt et 962 420 (43,07 %) à l'ensemble des formations de gauche et d'extrême gauche en novembre 1962. Si l'on tient compte de l'appui que lui ont apporté les électeurs de M. Tixier-Vignancour, il ne semble pas que son attitude entre les deux tours ait incité à changer de camp les électeurs de gauche et d'extrême gauche qui avaient donné la préférence au général de Gaulle lors du scrutin du 5 décembre.

Pour l'ensemble de la capitale les abstentions sont sensiblement plus nombreuses qu'au premier tour : 17,86 % au lieu de 14,93 %.

Le général de Gaulle obtient 703 791 suffrages

(56,83 %) contre 575 276 (43,99 %) le 5 décembre et 471 132 (43,17 %) à l'U.N.R. le 18 novembre 1962.

M. François Mitterrand dispose de 534 620 voix (43,17 %) contre 394 064 (30,13 %) le 5 décembre et 375 762 (34,43 %) pour l'ensemble des formations de gauche et d'extrême gauche le 18 novembre 1962.

Le président sortant, qui était en tête dans tous les arrondissements à l'issue du premier tour de scrutin, conserve son avantage sauf dans le treizième, où M. François Mitterrand l'emporte d'extrême justesse avec 50,11 % des suffrages exprimés. Dans cet arrondissement populaire le député de la Nièvre obtient près de 10 000 voix de plus que n'en avaient recueillies toutes les formations de gauche lors des élections législatives du 18 novembre 1962.

Dans l'ensemble des arrondissements la progression du chef de l'Etat représente, selon les cas, entre le tiers et les deux tiers des voix qu'avait obtenues M. Lecanuet le 5 décembre. Cette progression est particulièrement nette (de 18 à 22 « points » de plus) dans les quatre arrondissements où le candidat « démocrate » était arrivé en seconde position au premier tour : 6^e, 7^e, 8^e et 16^e.

M. Mitterrand ne dépasse que de 67 297 unités le total des voix que M. Tixier-Vignancour et lui-

même avaient obtenues le 5 décembre et semble donc avoir opéré une ponction assez limitée dans le lot des 222 091 suffrages qu'avait attirés l'ancien président du M.R.P.

Les « banlieusards » ont participé au scrutin plus activement que les Parisiens puisque dans les quatre-vingts communes suburbaines les abstentions ne passent que de 12,49 % à 13,50 % du 5 au 19 décembre.

M. François Mitterrand, qui l'emporte en banlieue sur son adversaire, comme au premier tour, totalise 718 724 suffrages (51,31 %) contre 589 387 (40,69 %) au premier tour et 586 658 (51,33 %) à l'ensemble des partis de gauche et d'extrême gauche le 18 novembre 1962. On relève que le député de la Nièvre arrive, de si peu que ce soit, au-dessous du pourcentage d'il y a trois ans.

Le général de Gaulle dispose de 692 070 voix (48,69 %) contre 577 075 (39,84 %) quinze jours plus tôt et 405 102 (35,44 %) à l'U.N.R. en 1962.

Les deux adversaires se « partagent » exactement les communes puisque chacun d'entre eux a la majorité absolue dans quarante de celles-ci. M. Mitterrand améliore toutefois légèrement ses

positions du 5 décembre puisque trois localités — Champigny-sur-Marne, le Kremlin-Bicêtre et Suresnes — « basculent » de son côté.

Dans une dizaine de villes il progresse plus nettement que son adversaire, non seulement dans des bastions communistes tels qu'Inevy, Drancy, Nanterre, Orly, mais aussi à Vincennes, fief modéré de M. Quinson, et à Clamart, dont le maire est M.R.P.

Il n'en reste pas moins que M. Mitterrand fait tout juste le plein des voix de gauche et d'extrême gauche de 1962 à Bagnolet, Bondy, Cachan, Clichy, Gennevilliers, Villejuif, et n'y parvient pas à Gentilly, Pantin, au Pré-Saint-Gervais, à Puteaux et à Saint-Ouen.

Le général de Gaulle, de son côté, progresse plus vite que son concurrent à Neuilly, où M. Lecanuet s'était classé second le 5 décembre, mais également à Bagnolet, municipalité communiste.

Ce dernier exemple confirme s'il en était besoin que l'adversaire du chef de l'Etat n'a pas réussi à mobiliser autour de lui tous ceux qui, à gauche et à l'extrême gauche, lui avaient fait défaut quinze jours plus tôt.

RAYMOND BARRILLON.

PARIS

Inscrits, 1 559 337. — Votants, 1 280 844. — Suffrages exprimés, 1 238 411
Abstentions, 278 493 (17,86 %)

DE GAULLE 703 791 (56,83 %)
MITTERRAND 534 620 (43,17 %)

5 déc. : suff. expr., 1 307 666. — De Gaulle, 575 276 (43,99 %) ; Mitterrand, 394 064 (30,13 %) ; Lecanuet, 222 091 (16,98 %) ; Tixier, 73 259 (5,60 %) ; Marcellhacy, 26 318 (2,01 %) ; Barbu, 16 683 (1,27 %).
1962 : OUI, 714 245 (57,82 %).
NON, 520 676 (42,17 %)

1^{er} arrondissement
Insc., 21 413 ; suff. expr., 16 067
De Gaulle 9 776 (60,84 %)
Mitterrand 6 291 (39,16 %)

5 déc. : suff. expr., 16 951. — De Gaulle, 7 942 (46,88 %) ; Mitterrand, 4 178 (23,64 %) ; Lecanuet, 3 142 ; Tixier, 1 068 ; Marcellhacy, 375 ; Barbu, 226.
1962 : OUI, 10 393 ; NON, 6 484.

2^e arrondissement
Insc., 21 933 ; suff. expr., 17 094
De Gaulle 9 680 (56,63 %)
Mitterrand 7 414 (43,37 %)

5 déc. : suff. expr., 17 881. — De Gaulle, 8 231 (46,03 %) ; Mitterrand, 5 490 (30,70 %) ; Lecanuet, 2 515 ; Tixier, 1 045 ; Marcellhacy, 357 ; Barbu, 243.
1962 : OUI, 10 323 ; NON, 7 063.

3^e arrondissement
Insc., 33 426 ; suff. expr., 26 510
De Gaulle 14 344 (54,11 %)
Mitterrand 12 166 (45,89 %)

5 déc. : suff. expr., 27 089. — De Gaulle, 12 147 (43,70 %) ; Mitterrand, 9 724 (35,07 %) ; Lecanuet, 3 661 ; Tixier, 1 290 ; Marcellhacy, 492 ; Barbu, 419.
1962 : OUI, 14 884 ; NON, 12 144.

4^e arrondissement
Insc., 31 333 ; suff. expr., 25 815
De Gaulle 14 770 (57,21 %)
Mitterrand 11 045 (42,79 %)

5 déc. : suff. expr., 27 089. — De Gaulle, 12 469 (46,04 %) ; Mitterrand, 8 391 (30,97 %) ; Lecanuet, 4 169 ; Tixier, 1 275 ; Marcellhacy, 474 ; Barbu, 311.
1962 : OUI, 15 436 ; NON, 11 284.

5^e arrondissement
Insc., 57 496 ; suff. expr., 42 053
De Gaulle 23 620 (56,16 %)
Mitterrand 18 433 (43,84 %)

5 déc. : suff. expr., 44 489. — De Gaulle, 19 066 (42,85 %) ; Mitterrand, 13 577 (30,51 %) ; Lecanuet, 7 582 ; Tixier, 2 685 ; Marcellhacy, 966 ; Barbu, 613.
1962 : OUI, 24 602 ; NON, 18 845.

6^e arrondissement
Insc., 47 689 ; suff. expr., 35 911
De Gaulle 22 614 (62,97 %)
Mitterrand 13 297 (37,03 %)

5 déc. : suff. expr., 38 867. — De Gaulle, 17 303 (44,51 %) ; Lecanuet, 8 757 (22,53 %) ; Mitterrand, 8 600 (22,12 %) ; Tixier, 2 855 ; Marcellhacy, 870 ; Barbu, 482.
1962 : OUI, 22 637 ; NON, 15 490.

7^e arrondissement
Insc., 55 416 ; suff. expr., 43 164
De Gaulle 28 791 (66,70 %)
Mitterrand 14 373 (33,30 %)

5 déc. : suff. expr., 33 277. — De Gaulle, 21 579 (45,86 %) ; Lecanuet, 12 208 (25,95 %) ; Mitterrand, 8 096 (17,21 %) ; Tixier, 3 643 ; Marcellhacy, 1 077 ; Barbu, 450.
1962 : OUI, 27 802 ; NON, 17 405.

8^e arrondissement
Insc., 38 860 ; suff. expr., 30 614
De Gaulle 20 487 (66,92 %)
Mitterrand 10 127 (33,08 %)

5 déc. : suff. expr., 33 277. — De Gaulle, 15 518 (46,63 %) ; Lecanuet, 8 698 (26,13 %) ; Mitterrand, 5 186 (15,58 %) ; Tixier, 2 806 ; Marcellhacy, 760 ; Barbu, 309.
1962 : OUI, 20 486 ; NON, 12 460.

9^e arrondissement
Insc., 53 337 ; suff. expr., 41 375
De Gaulle 25 021 (60,47 %)
Mitterrand 16 354 (39,53 %)

5 déc. : suff. expr., 43 909. — De Gaulle, 20 535 (46,76 %) ; Mitterrand, 11 055 (25,18 %) ; Lecanuet, 7 985 ; Tixier, 2 887 ; Marcellhacy, 920 ; Barbu, 527.
1962 : OUI, 25 885 ; NON, 16 406.

10^e arrondissement
Insc., 65 983 ; suff. expr., 54 789
De Gaulle 30 513 (55,71 %)
Mitterrand 24 276 (44,29 %)

5 déc. : suff. expr., 57 309. — De Gaulle, 26 177 (45,68 %) ; Mitterrand, 18 964 (33,09 %) ; Lecanuet, 7 513 ; Tixier, 2 766 ; Marcellhacy, 1 080 ; Barbu, 809.
1962 : OUI, 31 799 ; NON, 23 154.

11^e arrondissement
Insc., 101 258 ; suff. expr., 84 498
De Gaulle 43 651 (51,65 %)
Mitterrand 40 847 (48,35 %)

5 déc. : suff. expr., 87 994. — De Gaulle, 37 208 (42,28 %) ; Mitterrand, 33 134 (37,65 %) ; Lecanuet, 11 247 ; Tixier, 3 766 ; Marcellhacy, 1 523 ; Barbu, 1 116.
1962 : OUI, 45 834 ; NON, 37 733.

12^e arrondissement
Insc., 99 869 ; suff. expr., 78 837
De Gaulle 43 753 (55,50 %)
Mitterrand 35 084 (44,50 %)

5 déc. : suff. expr., 82 712. — De Gaulle, 37 614 (45,47 %) ; Mitterrand, 26 945 (32,59 %) ; Lecanuet, 12 514 ; Tixier, 4 002 ; Marcellhacy, 1 555 ; Barbu, 1 082.
1962 : OUI, 43 424 ; NON, 31 567.

13^e arrondissement
Insc., 88 648 ; suff. expr., 73 609
Mitterrand 36 885 (50,11 %)
De Gaulle 36 724 (49,89 %)

5 déc. : suff. expr., 76 668. — De Gaulle, 31 087 (40,54 %) ; M. Mitterrand, 29 937 (39,04 %) ; Lecanuet, 9 788 ; Tixier, 3 379 ; Marcellhacy, 1 394 ; Barbu, 1 039.
1962 : OUI, 39 399 ; NON, 33 987.

14^e arrondissement
Insc., 103 451 ; suff. expr., 81 542
De Gaulle 45 330 (55,59 %)
Mitterrand 36 212 (44,41 %)

5 déc. : suff. expr., 85 372. — De Gaulle, 37 756 (44,23 %) ; Mitterrand, 27 151 (31,80 %) ; Lecanuet, 13 359 ; Tixier, 4 198 ; Marcellhacy, 1 718 ; Barbu, 1 190.
1962 : OUI, 45 993 ; NON, 34 022.

15^e arrondissement
Insc., 153 619 ; suff. expr., 119 387
De Gaulle 67 990 (56,95 %)
Mitterrand 51 397 (43,05 %)

5 déc. : suff. expr., 126 248. — De Gaulle, 55 499 (43,97 %) ; Mitterrand, 36 890 (29,06 %) ; Lecanuet, 22 463 ; Tixier, 7 213 ; Marcellhacy, 2 782 ; Barbu, 1 601.
1962 : OUI, 66 572 ; NON, 47 457.

16^e arrondissement
Insc., 124 424 ; suff. expr., 93 578
De Gaulle 63 343 (67,69 %)
Mitterrand 30 235 (32,31 %)

5 déc. : suff. expr., 102 668. — De Gaulle, 46 624 (45,41 %) ; Lecanuet, 28 209 (27,48 %) ; Mitterrand, 15 751 (15,34 %) ; Tixier, 8 725 ; Marcellhacy, 2 134 ; Barbu, 945.
1962 : OUI, 59 230 ; NON, 36 021.

17^e arrondissement
Insc., 129 135 ; suff. expr., 101 262
De Gaulle 62 408 (61,63 %)
Mitterrand 38 854 (38,37 %)

5 déc. : suff. expr., 108 444. — De Gaulle, 49 896 (45,74 %) ; Mitterrand, 25 642 (23,64 %) ; Lecanuet, 22 540 ; Tixier, 6 804 ; Marcellhacy, 2 492 ; Barbu, 1 270.
1962 : OUI, 61 767 ; NON, 38 452.

18^e arrondissement
Insc., 143 112 ; suff. expr., 114 756
De Gaulle 61 118 (53,26 %)
Mitterrand 53 638 (46,74 %)

5 déc. : suff. expr., 119 155. — De Gaulle, 51 930 (43,58 %) ; Mitterrand, 42 195 (35,41 %) ; Lecanuet, 15 597 ; Tixier, 5 646 ; Marcellhacy, 2 164 ; Barbu, 1 623.
1962 : OUI, 64 592 ; NON, 48 510.

19^e arrondissement
Insc., 81 625 ; suff. expr., 67 925
De Gaulle 34 484 (50,76 %)
Mitterrand 33 441 (49,24 %)

5 déc. : suff. expr., 70 778. — De Gaulle, 29 070 (41,07 %) ; Mitterrand, 27 361 (38,65 %) ; Lecanuet, 9 055 ; Tixier, 3 051 ; Marcellhacy, 1 255 ; Barbu, 986.
1962 : OUI, 36 703 ; NON, 31 086.

20^e arrondissement
Insc., 107 310 ; suff. expr., 89 625
De Gaulle 45 374 (50,62 %)
Mitterrand 44 251 (49,38 %)

5 déc. : suff. expr., 93 089. — De Gaulle, 38 925 (41,81 %) ; Mitterrand, 35 997 (38,66 %) ; Lecanuet, 11 089 ; Tixier, 4 035 ; Marcellhacy, 1 650 ; Barbu, 1 403.
1962 : OUI, 47 484 ; NON, 41 086.

ALFORTVILLE

Insc., 19 323 ; suff. expr., 16 597
Mitterrand 9 151 (55,13 %)
De Gaulle 7 446 (44,86 %)

5 déc. : suff. expr., 16 930. — Mitterrand, 7 755 (45,80 %) ; de Gaulle, 6 461 (38,16 %) ; Lecanuet, 1 658 ; Tixier, 500 ; Marcellhacy, 299 ; Barbu, 257.
1962 : NON, 7 792 ; OUI, 7 599.

ANTONY

Insc., 29 005 ; suff. expr., 24 119
De Gaulle 12 391 (51,37 %)
Mitterrand 11 728 (48,62 %)

5 déc. : suff. expr., 25 295. — De Gaulle, 10 210 (40,36 %) ; Mitterrand, 9 122 (36,06 %) ; Lecanuet, 3 638 ; Tixier, 1 466 ; Marcellhacy, 510 ; Barbu, 349.
1962 : OUI, 10 191 ; NON, 9 122.

ARCUEIL

Insc., 12 678 ; suff. expr., 11 374
Mitterrand 6 894 (60,52 %)
De Gaulle 4 490 (39,48 %)

5 déc. : suff. expr., 11 313. — Mitterrand, 5 812 (51,37 %) ; de Gaulle, 3 793 (33,52 %) ; Lecanuet, 1 001 ; Tixier, 396 ; Marcellhacy, 159 ; Barbu, 152.
1962 : NON, 5 453 ; OUI, 4 070.

ASNIERES

Insc., 49 138 ; suff. expr., 40 481
De Gaulle 22 524 (55,64 %)
Mitterrand 17 957 (44,36 %)

5 déc. : suff. expr., 42 433. — De Gaulle, 19 040 (44,87 %) ; Mitterrand, 13 600 (32,05 %) ; Lecanuet, 6 251 ; Tixier, 1 842 ; Marcellhacy, 950 ; Barbu, 750.
1962 : OUI, 22 779 ; NON, 15 961.

AUBERVILLIERS

Insc., 34 999 ; suff. expr., 29 003
Mitterrand 18 141 (62,54 %)
De Gaulle 10 862 (37,46 %)

5 déc. : suff. expr., 29 645. — Mitterrand, 16 044 (54,12 %) ; de Gaulle, 9 921 (33,46 %) ; Lecanuet, 2 090 ; Tixier, 801 ; Barbu, 433 ; Marcellhacy, 356.
1962 : NON, 15 818 ; OUI, 11 572.

BAGNEUX

Insc., 19 818 ; suff. expr., 17 589
Mitterrand 9 535 (54,21 %)
De Gaulle 8 054 (45,78 %)

5 déc. : suff. expr., 18 030. — Mitterrand, 7 997 (44,35 %) ; de Gaulle, 6 793 (37,67 %) ; Lecanuet, 2 010 ; Tixier, 671 ; Marcellhacy, 298 ; Barbu, 261.
1962 : NON, 7 190 ; OUI, 6 928.

BAGNOLET

Insc., 18 305 ; suff. expr., 14 896
Mitterrand 8 924 (59,90 %)
De Gaulle 5 972 (40,09 %)

5 déc. : suff. expr., 15 177. — Mitterrand, 8 228 (54,21 %) ; de Gaulle, 4 949 (32,60 %) ; Lecanuet, 1 133 ; Tixier, 453 ; Barbu, 211 ; Marcellhacy, 203.
1962 : NON, 8 674 ; OUI, 5 070.

BOBIGNY

Insc., 17 155 ; suff. expr., 14 913
Mitterrand 9 521 (63,85 %)
De Gaulle 5 392 (36,14 %)

5 déc. : suff. expr., 15 272. — Mitterrand, 8 258 (54,07 %) ; de Gaulle, 5 085 (33,29 %) ; Lecanuet, 1 100 ; Tixier, 430 ; Barbu, 214 ; Marcellhacy, 185.
1962 : NON, 7 835 ; OUI, 5 181.

BOIS-COLOMBES

Insc., 18 838 ; suff. expr., 15 619
De Gaulle 8 958 (57,35 %)
Mitterrand 6 661 (42,64 %)

5 déc. : suff. expr., 16 478. — De Gaulle, 7 409 (44,96 %) ; Mitterrand, 4 838 (29,36 %) ; Lecanuet, 2 748 ; Tixier, 817 ; Marcellhacy, 383 ; Barbu, 283.
1962 : OUI, 8 966 ; NON, 5 907.

BONDY

Insc., 24 591 ; suff. expr., 20 853
Mitterrand 11 634 (55,79 %)
De Gaulle 9 219 (44,20 %)

5 déc. : suff. expr., 21 758. — De Gaulle, 10 210 (46,98 %) ; Mitterrand, 9 384 (43,06 %) ; Lecanuet, 1 164 ; Tixier, 1 126 ; Barbu, 431 ; Marcellhacy, 404.
1962 : OUI, 12 152 ; NON, 12 043.

CHARENTON-LE-PONT

Insc., 13 849 ; suff. expr., 11 646
De Gaulle 6 468 (55,53 %)
Mitterrand 5 178 (44,46 %)

5 déc. : suff. expr., 12 090. — De Gaulle, 5 360 (44,33 %) ; Mitterrand, 3 880 (32,09 %) ; Lecanuet, 1 838 ; Tixier, 589 ; Marcellhacy, 234 ; Barbu, 185.
1962 : OUI, 6 303 ; NON, 4 478.

LES RÉSULTATS DANS LA SEINE

Inscrits, 2 128 786. — Votants, 2 716 315. — Suffrages exprimés, 2 639 205
Abstentions, 502 471 (15,61 %)

DE GAULLE 1 385 861 (52,51 %)
MITTERRAND 1 253 344 (47,49 %)

LA BANLIEUE

Inscrits, 1 659 449. — Votants, 1 435 471. — Suffrages exprimés, 1 400 794
Abstentions, 223 978 (13,49 %)

MITTERRAND 718 724 (51,31 %)
DE GAULLE 682 070 (48,69 %)

5 déc. : suff. expr., 21 310. — Mitterrand, 9 863 (46,28 %) ; de Gaulle, 7 874 (36,94 %) ; Lecanuet, 1 961 ; Tixier, 929 ; Barbu, 379 ; Marcellhacy, 304.
1962 : NON, 8 510 ; OUI, 7 806.

BONNEUIL-SUR-MARNE

Insc., 3 928 ; suff. expr., 3 422
De Gaulle 1 725 (50,40 %)
Mitterrand 1 697 (49,60 %)

5 déc. : suff. expr., 3 496. — De Gaulle, 1 533 (43,85 %) ; Mitterrand, 1 452 (41,53 %) ; Lecanuet, 318 ; Tixier, 98 ; Barbu, 57 ; Marcellhacy, 38.
1962 : OUI, 1 651 ; NON, 1 506.

VAR

Insc., 312 989 ; suff. expr., 251 981
Abst., 54 685 (17,47 %)

Mitterrand ... 132 451 (52,56 %)
De Gaulle 119 530 (47,43 %)

5 déc. : suff. expr., 256 848. — De
Gaulle, 101 018 (39,32 %) ; Mitterrand,
84 899 (33,05 %) ; Tixier, 36 096 ; Leca-
nuet, 27 334 ; Marcihacy, 4 781 ;
Barbu, 2 720.

1962 : NON, 102 522 (50,14 %)
OUI, 101 936 (49,85 %)

TOULON

Insc., 98 553 ; suff. expr., 76 699

Mitterrand 38 866 (50,67 %)
De Gaulle 37 833 (49,32 %)

5 déc. : suff. expr., 78 300. — De
Gaulle, 31 769 (40,57 %) ; Mitterrand,
23 045 (29,43 %) ; Tixier, 12 414 ; Le-
canuet, 8 690 ; Marcihacy, 1 156 ;
Barbu, 816.

1962 : OUI, 33 970 ; NON, 31 813.

DRAGUIGNAN

Ins., 10 162 ; suff. expr., 8 475

De Gaulle 4 279 (50,48 %)
Mitterrand 4 196 (49,51 %)

5 déc. : suff. expr., 8 805. — De
Gaulle, 3 649 (41,44 %) ; Mitterrand,
2 744 (31,16 %) ; Tixier, 1 122 ; Le-
canuet, 1 040 ; Marcihacy, 155 ; Bar-
bu, 95.

1962 : OUI, 3 645 ; NON, 3 001.

FREJUS

Ins., 9 536 ; suff. expr., 7 629

De Gaulle 3 931
Mitterrand 3 698

HYERES

Ins., 18 634 ; suff. expr., 14 680

De Gaulle 8 325
Mitterrand 6 355

LA SEYNE

Ins., 23 446 ; suff. expr., 19 152

Mitterrand 12 088 (63,11 %)
De Gaulle 7 064 (36,88 %)

5 déc. : suff. expr., 19 376. — Mit-
terrand, 8 930 (46,08 %) ; de Gaulle,
5 897 (30,43 %) ; Tixier, 2 720 ; Le-
canuet, 1 343 ; Marcihacy, 267 ;
Barbu, 219.

1962 : NON, 9 483 ; OUI, 5 703.

*Renversement complet pour le
département comme pour Toulon.
Le général de Gaulle y perd la pre-
mière place au profit de M. Mitter-
rand.*

*Le report des voix des partisans
de M. Tixier-Vignancour — qui
avait trouvé ici son meilleur pour-
centage de toute la métropole —
sur le nom de M. Mitterrand a été
en effet général. Et le candidat de
l'opposition a sans doute bénéficié
aussi d'une partie des suffrages
recueillis par M. Lecanuet.*

LES RÉACTIONS EN FRANCE

L'analyse du scrutin

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat obtient la majorité absolue dans soixante-six départements, alors qu'il ne l'avait dépassée que dans treize seulement au premier tour. Il recueille plus de 60 % des suffrages exprimés dans vingt départements au lieu de deux seulement le 5 décembre. Il n'obtient moins de 35 % que dans le Gers, alors qu'outre ce même département il était tombé en dessous de ce pourcentage dans neuf autres le 5 décembre.

Les bastions du gaullisme sont toujours les mêmes : l'Alsace et la Lorraine, l'Ouest intérieur, normand et breton, quelques départements du Centre comme le Cantal, la Haute-Loire et la Lozère, enfin la Haute-Marne, où se trouve Colombey. Le Bas-Rhin tient toujours la tête, suivi cette fois du Haut-Rhin, de la Manche et de la Moselle, alors qu'au premier tour l'ordre était légèrement différent : Moselle, Haut-Rhin et Manche. Le même tiercé, mais dans le désordre...

Ces fiefs gaullistes donnent toutefois des majorités nettement moins écrasantes qu'aux différents référendums de la V^e République. En revanche, les régions où M. Lecanuet avait sérieusement mordu sur un électeur gaulliste puissant sont en règle générale celles qui ont vu la plus forte proportion de voix centristes retourner cette fois au général de Gaulle : Calvados, Maine-et-Loire, Haute-Loire, Orne, Mayenne, sont revenus dans le peloton de tête, dont ils étaient absents le 5 décembre. Il est net, dans ces départements, traditionnellement modérés, que la majorité et parfois les deux tiers des électeurs de M. Lecanuet ont voté de Gaulle.

Mais il est d'autres départements où il n'est guère moins manifeste que le chef de l'Etat reprend aussi une fraction des suffrages de gauche qui allaient traditionnellement au gaullisme depuis sept ans et semblaient s'en être en partie détournés il y a quinze jours. C'est le cas dans la banlieue parisienne, dans la Somme, la Loire-Atlantique, le Lot-et-Garonne... S'il progresse, et parfois vivement, M. Mitterrand aurait pu, semble-t-il, avancer plus encore et son adversaire un peu moins si la discipline avait été pleinement appliquée à gauche.

Tout se passe parfois comme si le fait d'avoir accepté, sans prendre nettement ses distances, le report des suffrages recueillis par M. Tixier-Vignancour et aussi d'avoir disputé au chef de l'Etat les voix de M. Lecanuet avait finalement été plus dommageable que profitable au candidat de l'opposition.

Certes, la majorité du général n'est pas « franche et massive » comme il l'avait demandé le 4 novembre. De même qu'au référendum de 1962, s'il obtient plus de la moitié des suffrages exprimés, il n'atteint pas 50 % des électeurs inscrits ; il recule même légèrement à cet égard, groupant désormais 44,77 % des Français en âge de voter, alors qu'il avait rassemblé 46,44 % de « oui ». Mais cette majorité n'est quand même pas « médiocre, faible et aléatoire » selon la formule de mise en garde adressée au pays en octobre 1962.

Le corps électoral de M. Mitterrand

3) M. François Mitterrand est battu mais dans des conditions plus qu'honorables. En devenant « le candidat des républicains », y compris ceux de droite, il a recueilli près de 3 millions de suffrages de plus qu'au premier tour et 2 600 000 de plus qu'il n'y avait eu de « non » au référendum de 1962.

Le député de la Nièvre devance le général de Gaulle dans vingt-quatre départements : les vingt où il avait déjà pris la tête au premier tour et quatre de plus : le Lot, l'Isère, le Var et la Dordogne.

Pourtant, M. Mitterrand est encore assez éloigné — de 2 800 000 voix environ et de 10,79 % du suffrage exprimé — du total réalisé le 5 décembre par les cinq adversaires du général de Gaulle ensemble. S'il atteint en pourcentage et dépasse en valeur absolue le total des voix de gauche aux élections législatives de 1962, la comparaison a peu de valeur, puisque son corps électoral comprend plus de 2 millions de voix de droite.

Dans six départements l'ancien ministre dépasse 60 % des voix et il ne tombe que dans cinq autres en dessous de 30 %. La Nièvre, dont il préside le conseil général et dont il est l'un des députés et l'un des maires, l'a peut-être moins nettement appuyé qu'au premier tour, puisqu'elle se classe au quatrième rang en sa faveur et non plus au premier rang. S'il dépasse sa propre moyenne nationale dans quarante-sept départements et non plus quarante-quatre, M. Mitterrand ne l'atteint pas dans six où il la possédait : l'Ardèche, les Ardennes, l'Aube, les Côtes-du-Nord, le Nord et la Haute-Saône. Il l'acquiert néanmoins dans neuf autres départements et la conserve dans trente-huit. Comme son adversaire, le leader de l'opposition se renforce plutôt là où il était déjà très fort et progresse moins sensiblement dans les régions très gaullistes, sauf quelques

exceptions dues à un report plus marqué des voix de M. Lecanuet.

Outre les quatre départements pris au général de Gaulle, le député de la Nièvre conserve sa majorité à Toulouse, au Mans et au Havre, et l'emporte sur son adversaire dans des villes situées dans des départements où le général a la majorité : Nice, Luxeuil, Epernay, Lens, Saint-Chamond, Firminy, etc. Il s'agit souvent de cités où la gauche est majoritaire et où un report non négligeable de voix qui étaient allées au premier tour à M. Tixier-Vignancour s'effectue au bénéfice de l'opposition. Parfois, comme à Cahors, où il n'est devancé que de deux voix par le chef de l'Etat, il a bénéficié d'appuis locaux importants. C'est grâce aux partisans de M. Tixier-Vignancour que M. Mitterrand l'emporte sur le chef de l'Etat non seulement dans quelques départements et villes déjà cités, mais encore à Montpellier ou à Avignon ; grâce à eux également qu'il accroît sensiblement sa majorité dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, bref dans les sept meilleurs départements de M. Tixier-Vignancour, les seuls où il avait recueilli plus de 10 % des voix.

La confusion des extrêmes avait joué partiellement, aux élections législatives de 1962, pour le second tour. Elle avait été moins profitable — et même à Paris franchement manquée — lors des élections municipales du mois de mars dernier. Cette fois elle a été presque complète, car, même si l'on tient compte des partisans de M. Lecanuet, qui ont voté pour lui au second tour, M. Mitterrand recueille souvent les trois quarts et parfois plus de 80 % des suffrages d'extrême droite et des voix des rapatriés.

Que va-t-il se passer maintenant ? Dès lundi après-midi le Parlement devait reprendre sa session, interrompue à la mi-novembre, et discuter le « collectif » budgétaire pour l'exercice en cours. Mais cette session s'achevait légalement ce même jour à minuit ; c'est donc une session extraordinaire de deux ou trois jours qui va permettre de voter le projet de réforme de la taxe à la valeur ajoutée et des finances locales. Puis les élus, comme le président de la République et ses ministres, s'accorderont sans doute quelques jours de repos à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Au début de 1966 il faudra songer à constituer le nouveau gouvernement, puisque M. Pompidou remettra constitutionnellement sa démission et celle de ses ministres au chef de l'Etat le jour où sera inauguré le nouveau septennat, c'est-à-dire le 8 janvier. Déjà des listes circulent, des supputations sont faites sur l'ampleur du probable remaniement. Pour les oppositions, le verdict doit pousser aux regroupements : M. Mitterrand, pour sa part, s'efforcera de promouvoir un « contrat de majorité » entre les partis et les leaders qui l'ont soutenu ; M. Lecanuet, de son côté, a déjà lancé son « Mouvement démocrate », qui vise à offrir, au centre du dispositif, une structure d'accueil pour les gaullistes en rupture de ban et peut-être un jour une alternative à l'actuelle majorité.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

M. LOUIS VALLON : le Petit-Clamart électoral a échoué.

« Le bon sens du peuple a donc fait échouer le Petit-Clamart électoral mis en place au second tour par l'étrange conjuration de la haine tenace des partisans de l'O.A.S., de la hargne bourgeoise et de la manœuvre communiste, les unes comme les autres exploitant divers mécontentements plus ou moins fondés. »

« Demain, c'est l'essentiel, la France continuera à jouer dans le monde un rôle fécond, concourra au maintien de la paix tout en garantissant son indépendance, contribuera à la mise en place progressive d'institutions européennes efficaces. (...) »

« Il n'y aura pas de Thermidor demain, mais un élan nouveau de la République vers plus d'équité sociale, s'inscrivant dans le développement régulier de notre économie, assurée dans l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire. Le combat politique dans une démocratie a pour arme principale le dialogue qui informe les citoyens et permet au peuple de trancher souverainement. Il convient donc que les diverses opinions puissent se manifester librement selon leur importance propre, singulièrement à l'O.R.T.F. »

• EN VUE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DANS LA 9^e CIRCONSCRIPTION DE LA GIRONDE, qui aura lieu le 9 janvier prochain, M. Boulin, maire de Libourne, secrétaire d'Etat au budget, a choisi son suppléant. Il s'agit de M. Jacques Boyer-Andrivet, propriétaire viticulteur, maire de Saint-Pey-de-Castets, où il est né en 1918. M. Boyer-Andrivet est chevalier du mérite agricole et président de nombreux syndicats locaux, tels que le Syndicat intercommunal d'assainissement du bas-canton de Pujols et l'Union des coopératives viticoles d'Aquitaine. — (Corr. part.)

LES CANDIDATS DU PREMIER TOUR

M. JEAN LECANUET : un sursis

« Un certain gaullisme s'achève, même s'il obtient la possibilité de se survivre d'une opinion ralliée, et plus souvent résignée qu'enthousiaste. Le sursis sera difficile si le pouvoir ne se réforme pas. »

« Un changement de politique s'impose dans trois directions : »

1) Passer du pouvoir personnel à une démocratie stable mais ouverte au dialogue ;

2) Remplacer l'exaltation de l'égoïsme national par la construction de l'Europe unie ;

3) Donner la priorité aux investissements productifs (logements, éducation, équipement) sur les dépenses stériles.

« Si la gauche non communiste, au lieu de désigner un candidat commun avec les communistes, avait choisi l'union avec le centre, la France aurait aujourd'hui un président de la République démocrate, social et européen. L'alliance du candidat de l'opposition avec le communisme a servi de repoussoir à des électeurs qui se sont finalement ralliés à la candidature du général de Gaulle. »

« La consultation d'aujourd'hui connaît, au plus tard en 1967, un troisième tour : les élections législatives. Le pays vaudra alors assurer la relève du pouvoir actuel autour de la force politique neuve, démocrate, sociale et européenne, qui a reçu un élan décisif par ma candidature le 5 décembre dernier. »

« Les Français ne voudront plus subir le choix sommaire qui leur a été imposé entre la droite et une gauche investie par le communisme. »

« Ils n'accepteront plus à l'avenir d'être coupés en deux blocs irréconciliables. Ils se rassembleront au centre pour assurer la stabilité et le progrès, l'ordre et le mouvement. »

M. TIXIER-VIGNANCOUR : l'attitude équivoque du candidat centriste.

« La totalité des électeurs qui ont voté pour moi au premier tour se sont reportés sur le candidat unique de l'opposition au régime du général de Gaulle. »

« Si M. Lecanuet s'était désisté avec franchise pour M. Mitterrand, le général de Gaulle pouvait être battu. La responsabilité de la réélection du général de Gaulle réside uniquement dans l'attitude équivoque du candidat centriste. »

M. PIERRE MARCILHACY : la France s'est réveillée.

« Il y a 56 % d'opposants au général de Gaulle, c'est ce qu'a dit le premier tour. Il y a 55 % d'opposants à une politique de gauche, c'est ce qu'exprime le second tour. »

« La France devra, vaille que vaille, découvrir dans cette équivoque sa vérité politique. Elle s'est réveillée pour l'élection présidentielle. J'espère de toutes mes forces qu'elle ne se rendormira pas. »

DEUX VOIX POUR B.B.

A Orange (Vaucluse), un électeur étourdi a confondu l'élection présidentielle et P.M.U. en plaçant dans l'urne son ticket de tiercé, qui était gagnant dans l'ordre. Il a assisté au dépouillement afin de récupérer ce précieux « bulletin ». Dans un bureau de vote de Niort (Deux-Sèvres), on a compté deux bulletins au nom de Brigitte Bardot...

LES LEADERS DE LA MAJORITÉ

M. CHABAN-DELMAS : la construction européenne va pouvoir reprendre.

« Dorénavant, l'action considérable de redressement déjà réalisée va pouvoir se préciser et se développer. La construction européenne va pouvoir reprendre et l'application sociale du V^e Plan s'intensifier. De la même manière les efforts déployés en faveur de l'éducation nationale, de la formation technique, comme de la recherche et d'une manière générale tout ce qui touche à la jeunesse et aux déshérités va pouvoir prendre un plein essor. »

« Il restera à ouvrir un dialogue permanent devant l'opinion publique non seulement entre majorité et opposition, mais aussi et peut-être surtout entre les pouvoirs publics de l'échelon national à l'échelon local et les administrés, c'est-à-dire l'ensemble de la population, afin que celle-ci ait le sentiment vrai de participer en quelque manière à l'élaboration des décisions qui commandent son sort. Alors les faux-semblants n'auront plus de prise et par une juste information chacun reconnaîtra les siens. »

M. JACQUES BAUMEL : M. Lecanuet a perdu ses troupes.

« La majorité des Français ont préféré voter pour le général de Gaulle plutôt que pour un candidat qui était soutenu par la conjonction des extrêmes, de l'extrême gauche d'abord et de l'extrême droite également. »

« Le grand vaincu est M. Lecanuet, qui n'a pas réussi à convaincre son corps électoral de le suivre dans ses positions ambiguës et qui a perdu ses troupes à peine les avait-il trouvées au premier tour. »

M. GEORGES POMPIDOU : un succès pas inattendu.

« Ce succès n'est pas inattendu. Je pense que c'est le président de la République qui tirera les conclusions du scrutin. »

« Pour ma part, ce que je peux dire c'est que la majorité des Français s'est ralliée à sa politique : il est probable que cela correspond à quelques chose de profond et de durable, en tout cas je le crois. »

M. MICHEL DEBRÉ : les grandes joies sont silencieuses.

« Le peuple français, par une belle et incontestable majorité, a marqué tout à la fois sa gratitude et son espérance. La République est consolidée, l'avenir de la nation mieux assuré. Je ne vous en dirai pas plus, les grandes joies sont silencieuses et l'élection du général de Gaulle est une grande joie. »

M. GILBERT GRANDVAL : le progrès social assuré.

« La stabilité politique assurée, la stabilité économique retrouvée, vont permettre d'assurer l'expansion et le progrès social. »

« Le ministre du travail connaît mieux que beaucoup d'autres la détermination du général de Gaulle d'effacer les inégalités et d'assurer le mieux-être des plus défavorisés. »

« L'action passée du général de Gaulle, l'impulsion sociale que son maintien à la tête de l'Etat va permettre, c'est à la fois l'espoir et l'unité pour la nation. C'est cela la gauche, c'est cela le mouvement et bien plus que tout ce que n'aurait pas pu faire le candidat évincé. »



PLACE DE L'OPÉRA

LA GRANDE MAISON DE BLANC S'AGRANIT, LA VENTE CONTINUE

NOËL des TRAVAUX

Les Mardi 21 - Mercredi 22 - Jeudi 23 et Vendredi 24 Décembre
sans interruption de 9 h 30 à 19 h

| | |
|---|--|
| <p>1^{er} ETAGE</p> <p>NOËL MONSIEUR</p> <p>Chemise Nylon, Polyamide h¹⁰ qualité. Prix travaux. 30 F</p> <p>Robes de chambre laine ou dralon, haute nouveauté exclusivité G.M.B. 99 F</p> <p>Écharpes laine ou soie, unies ou fantaisie, belle qualité, choix très varié - Prix travaux. . 20 F</p> <p>Assortiments nouveaux de cravates soie naturelle coloris uni ou fantaisie très mode, de 10 F à 100 F</p> <p>NOËL MADAME ET MADEMOISELLE</p> <p>Le pull sport laine haute qualité 30 F</p> <p>Le pull classique laine grande qualité. 49 F</p> <p>Le pull "petit soir" lamé argent ou or. 50 F</p> <p>Carrés, écharpes et étoles en laine ou soie naturelle, nouvel assortiment. de 10 F à 200 F.</p> <p>Mouchoirs de . . . 1 F à 500 F (pièces uniques)</p> <p>LES CUIRS : Le sac spécial "Mademoiselle" 85 F</p> <p>Les sacs classiques doublés peau. 99 F</p> <p>Le sac de voyage G.M.B. 69 F</p> <p>Grand choix de sacs crocodile de 290 F à 3500 F</p> <p>2^e ETAGE</p> <p>LINGERIE ET BLOUSES - Toute la gamme prestigieuse des articles en coton brodé, Florgalle et en soie naturelle - Sélection et création G.M.B.</p> <p>« En exclusivité », déshabillés dentelle rhovylaine. 99 F</p> <p>Blouses, corsages très jeune en coton blanc ou fantaisie 29 F</p> | <p>NOËL MADAME</p> <p>Services de table beau damassé, très mode blanc ou couleur, 8 couverts 100 F</p> <p>Grand choix de services de table fantaisie dernière nouveauté ou traditionnel de 40 F à 100.000 F (pièces prestigieuses)</p> <p>Parures de lit coton léger fond blanc galon broderie suisse, rose ou beige, Pour 1 personne 60 F pour 2 personnes 95 F</p> <p>Grand choix de parures de lit fantaisie ou classique de 46 F à 10.000 F (pièces prestigieuses)</p> <p>SÉLECTION G.M.B.</p> <p>Mohair 100 % - Le plaid 158 F</p> <p>La couverture 1 personne . . . 240 F</p> <p>2 personnes 295 F</p> <p>Coordonné éponge de 13 pièces exclusif à la G.M.B., très grande nouveauté, l'ensemble. 320 F</p> <p>Possibilité de détailler : exemple serviette et gant 17 F</p> <p>COORDONNÉ TERGAL BRODERIE CORNELY</p> <p>Les voilages 112 F</p> <p>Les vitrages droits 73 F</p> <p>Les vitrages bonne femme 54 F</p> <p>Grand choix de voilages spécialité G.M.B. de 49 F à 2.000 F (pièces uniques)</p> <p>3^e ETAGE</p> <p>NOËL DES ENFANTS : filles et garçons les grands gâtés !</p> <p>10 % ESCOMPTE SPÉCIAL</p> <p>à la caisse sur tous les rayons de leur étage : Jouets, cadeaux, layette, lingerie, déshabillés, robes de chambre, habillement pour la ville et le sport, etc.</p> |
|---|--|

ant ? Dès lundi après-midi le Parlement devait reprendre sa session, interrompue à la mi-novembre, et discuter le « collectif » budgétaire pour l'exercice en cours. Mais cette session s'achevait légalement ce même jour à minuit ; c'est donc une session extraordinaire de deux ou trois jours qui va permettre de voter le projet de réforme de la taxe à la valeur ajoutée et des finances locales. Puis les élus, comme le président de la République et ses ministres, s'accorderont sans doute quelques jours de repos à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Au début de 1966 il faudra songer à constituer le nouveau gouvernement, puisque M. Pompidou remettra constitutionnellement sa démission et celle de ses ministres au chef de l'Etat le jour où sera inauguré le nouveau septennat, c'est-à-dire le 8 janvier. Déjà des listes circulent, des supputations sont faites sur l'ampleur du probable remaniement.

Pour les oppositions, le verdict doit pousser aux regroupements : M. Mitterrand, pour sa part, s'efforcera de promouvoir un « contrat de majorité » entre les partis et les leaders qui l'ont soutenu ; M. Lecanuet, de son côté, a déjà lancé son « Mouvement démocrate », qui vise à offrir, au centre du dispositif, une structure d'accueil pour les gaullistes en rupture de ban et peut-être un jour une alternative à l'actuelle majorité.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

M. LOUIS VALLON : le Petit-Clamart électoral a échoué.

« Le bon sens du peuple a donc fait échouer le Petit-Clamart électoral mis en place au second tour par l'étrange conjuration de la haine tenace des partisans de l'O.A.S., de la hargne bourgeoise et de la manœuvre communiste, les unes comme les autres exploitant divers mécontentements plus ou moins fondés.

» Demain, c'est l'essentiel, la France continuera à jouer dans le monde un rôle fécond, concourra au maintien de la paix tout en garantissant son indépendance, contribuera à la mise en place progressive d'institutions européennes efficaces. (...)

» Il n'y aura pas de Thermidor demain, mais un élan nouveau de la République vers plus d'équité sociale, s'inscrivant dans le développement régulier de notre économie, assurée dans l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire. Le combat politique dans une démocratie a pour arme principale le dialogue qui informe les citoyens et permet au peuple de trancher souverainement. Il convient donc que les diverses opinions puissent se manifester librement selon leur importance propre, singulièrement à l'O.R.T.F. »

● EN VUE DE L'ELECTION LEGISLATIVE DANS LA 9^e CIRCONSCRIPTION DE LA GIRONDE, qui aura lieu le 9 janvier prochain, M. Boulou, maire de Libourne, secrétaire d'Etat au budget, a choisi son suppléant. Il s'agit de M. Jacques Boyer-Andrivet, propriétaire viticulteur, maire de Saint-Pey-de-Castets, où il est né en 1918. M. Boyer-Andrivet est chevalier du mérite agricole et président de nombreux syndicats locaux, tels que le Syndicat intercommunal d'assainissement du bas-canton de Pujols et



PLACE DE L'OPÉRA

LA GRANDE MAISON DE BLANC S'AGRANDIT, LA VENTE CONTINUE

NOËL des TRAVAUX

Les Mardi 21 - Mercredi 22 - Jeudi 23 et Vendredi 24 Décembre
sans interruption de 9 h 30 à 19 h

AU REZ-DE-CHAUSSÉE NOËL MONSIEUR

- Chemise Nylon, Polyamide h^{te} qualité. Prix travaux. **30 F**
- Robes de chambre laine ou dralon, haute nouveauté exclusivité G.M.B. **99 F**
- Écharpes laine ou soie, unies ou fantaisie, belle qualité, choix très varié - Prix travaux.. **20 F**

Assortiments nouveaux de cravates soie naturelle coloris uni ou fantaisie très mode, de **10 F** à 100 F

NOËL MADAME ET MADEMOISELLE

- Le pull sport laine haute qualité **30 F**
- Le pull classique laine grande qualité. . . . **49 F**
- Le pull "petit soir" lamé argent ou or. . . . **50 F**

Carrés, écharpes et étoles en laine ou soie naturelle, nouvel assortiment. de **10 F** à 200 F.
Mouchoirs de . . . **1 F** à 500 F (pièces uniques)

- LES CUIRS :** Le sac spécial "Mademoiselle" **85 F**
- Les sacs classiques doublés peau. **99 F**
- Le sac de voyage G.M.B. **69 F**

Grand choix de sacs crocodile de **290 F** à 3500 F

2^e ÉTAGE

- LINGERIE ET BLOUSES** - Toute la gamme prestigieuse des articles en coton brodé, Florgalle et en soie naturelle - Sélection et création G.M.B.
- "En exclusivité", déshabillés dentelle rhovylaine **99 F**
- Blouses, corsages très jeune en coton blanc ou fantaisie **29 F**

1^{er} ÉTAGE

NOËL MAISON

Services de table beau damassé, très mode blanc ou couleur, 8 couverts **100 F**

Grand choix de services de table fantaisie dernière nouveauté ou traditionnel de **40 F** à 100.000 F (pièces prestigieuses)

Parures de lit coton léger fond blanc galon broderie suisse, rose ou beige,
Pour 1 personne **60 F** pour 2 personnes **95 F**

Grand choix de parures de lit fantaisie ou classique de **46 F** à 10.000 F (pièces prestigieuses)

SÉLECTION G.M.B.

- Mohair 100 % - Le plaid **158 F**
- La couverture 1 personne . . . **240 F**
- 2 personnes . . . **295 F**
- Coordonné éponge de 13 pièces exclusif à la G.M.B., très grande nouveauté, l'ensemble. . . . **320 F**
- Possibilité de détailler :
exemple serviette et gant **17 F**

COORDONNÉ TERGAL BRODERIE CORNELY

- Les voilages **112 F**
- Les vitrages droits **73 F**
- Les vitrages bonne femme **54 F**

Grand choix de voilages spécialité G.M.B. de **49 F** à 2.000 F (pièces uniques)

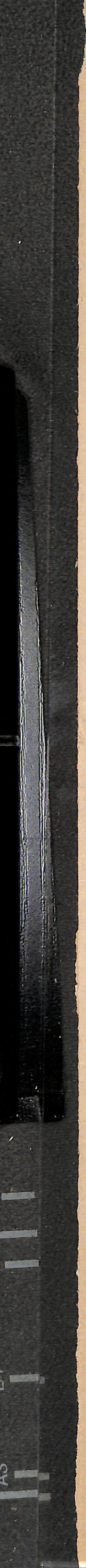
3^{me} ÉTAGE

NOËL DES ENFANTS :

filles et garçons les grands gâtés !

10 % ESCOMPTE SPÉCIAL

à la caisse sur tous les rayons de leur étage :
Jouets, cadeaux, layette, lingerie, déshabillés,
robes de chambre, habillement pour la ville et le sport, etc.



APRÈS LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

LES PERSONNALITÉS DE L'OPPOSITION

M. PAUL REYNAUD : que l'on cesse de dénoncer l'opposition

« Le vote du 19 décembre a été vicié par la crainte chez beaucoup de ramener les communistes au pouvoir en votant comme eux. C'est par leur libre vote du 5 décembre que 56 % des Français ont exprimé leur volonté de changer de régime et de politique. La France rentrant ainsi en démocratie, souhaitons que l'on cesse de dénoncer l'opposition comme une agression et l'opposant comme un ennemi alors qu'en démocratie l'opposition est un service public, comme le gouvernement. »

M. BERTRAND MOTTE : réaliser une synthèse démocratique sociale et européenne.

« Au net ballottage du premier tour qui confrontait des programmes et des hommes fait suite une victoire personnelle. Le deuxième tour est celui de la sécurité immédiate. Rebûtes par la coalition insolite et inquiétante conduite par François Mitterrand et enfermés dans la rigidité de la loi électorale, les votants ont préféré aux majorités la reconduction du régime ébranlé par le premier tour. Le remarquable changement de style des dernières émissions télévisées du général de Gaulle a fait le reste. »

« Cependant, s'il refuse de se réformer et de s'ouvrir à d'autres méthodes et à d'autres hommes, le régime se présentera affaibli aux prochaines échéances politiques et particulièrement aux élections parlementaires du printemps 1967. L'usage de sa force de frappe politique, le référendum, devient très aléatoire. Quant à la majorité parlementaire elle peut envisager désormais l'infidélité de son électeur. »

« La comparaison des deux tours montre que reste à réaliser la grande synthèse démocratique, sociale et européenne que le pays attend. Elle est dans la vocation de la France. Le présent régime n'a pas su ou n'a pas voulu la réaliser. Jean Lecanuet l'a inscrite en quelques jours dans l'espérance des jeunes Français. Elle doit être la réalité de demain. »

M. GASTON DEFFERRE : il faut présenter quelque chose de nouveau.

« Certains hommes politiques estiment que cette élection était une bataille de la droite contre la gauche, et que la droite l'a emportée avec le général de Gaulle. Je crois que tant que l'on se contentera de poser le problème de cette façon on ne pourra pas le résoudre, et on risque alors non seulement de couper le pays en deux, mais de laisser la majorité à la droite, ce que je ne souhaite pas. »

« Il faut tenir compte d'un phénomène bien connu de tous ceux qui ont analysé le corps électoral français, à savoir qu'il existe en France un grand nombre d'électeurs indécis ou hésitants, qui ne sont ni à droite, ni à gauche, ni au centre. Ils ont été tantôt attirés par les communistes, tantôt par les socialistes, ils ont été mécontents, ils ont été gaullistes, ils ont abandonné de Gaulle à l'occasion du premier tour, ce sont des électeurs flottants. Pour les attirer il faut essayer de faire preuve d'imagination et de présenter quelque chose de nouveau. Il faut sortir des ornements de ce qui était fait jusqu'à maintenant sinon je crains que nous n'abouissions les uns les autres qu'à nous couper en deux, ce qui pour moi est plus grave peut-être : laisser le pouvoir à la droite pour longtemps. Je pense qu'il faut essayer de mettre sur pied une formation politique qui nous permettrait d'avoir une majorité parlementaire et une majorité de gouvernement. »

M. CAZELLES (S.F.I.O.) : une puissante poussée contre le pouvoir personnel.

« Malgré la furieuse campagne de dénigrement déclenchée par l'U.N.R. contre le candidat des républicains, François Mitterrand, nous pouvons enregistrer le 19 décembre une puissante poussée contre le pouvoir personnel. »

« Dorénavant, les tenants du pouvoir auront l'obligation de tenir compte d'une opposition qui sort renforcée de cette campagne électorale. »

« Le parti socialiste S.F.I.O. continuera l'œuvre entreprise au sein de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste pour assurer la victoire des républicains sur le pouvoir personnel. »

M. JEAN-PAUL DAVID : il eût été préférable pour la France de tourner la page.

« Le charme est rompu (il eût été préférable pour la France de tourner la page. Le centre d'équilibre du pays ne passe pas, néanmoins, par François Mitterrand, l'arbitrage, la continuation, seront demain indispensables pour rassembler nos compatriotes car l'affrontement présidentiel a plongé bon nombre d'entre eux dans une grande inquiétude. »

M. GUY MOLLET : où est le grand courant populaire ?

« On parle de victoire, et pourtant peut-on utiliser ce terme quand le président de la République pense, paraît-il, remanier toute son équipe ? Si elle donnait entière satisfaction, il n'aurait qu'à la conserver telle qu'elle est. » Dans des pays tels l'Angleterre et l'Amérique, si MM. Wilson et Kennedy avaient obtenu aux élections le pourcentage que vient de recueillir de Gaulle, cela aurait pu être qualifié de succès. Mais étant donné que Charles de Gaulle se considère comme « l'émanation de la nation », ce n'est absolument pas le cas. Il est certain maintenant que de Gaulle a été élu grâce à un électoral féminin et de personnes âgées : cela, tout de même, ne montre pas un grand courant populaire. »

M. WALDECK ROCHET : une relève démocratique.

« Le problème de la relève du gaullisme est plus que jamais posé. Dans l'immédiat, la tâche de tous les travailleurs et de tous les démocrates, c'est d'abord de s'unir dans l'action pour combattre la politique réactionnaire que le pouvoir gaulliste va tenter de poursuivre. Et en même temps, il s'agit de préparer la bataille des élections législatives prochaines qui doivent et peuvent consacrer la défaite de l'U.N.R. et du gaullisme grâce à l'élection d'une majorité démocratique à l'Assemblée nationale. Et la première condition pour gagner cette nouvelle bataille, c'est que tous les partis de gauche et organisations démocratiques aillent à nouveau à la bataille ensemble en renforçant leur union sur la base d'un programme commun, répondant aux intérêts et aux aspirations du peuple et de la nation. »

« La leçon principale de l'élection présidentielle réside en effet dans le fait que c'est sur le nom du candidat unique de la gauche que s'est opérée, tant au premier qu'au second tour le plus large rassemblement des adversaires du pouvoir personnel et des partisans de la démocratie. La relève du gaullisme ne peut être qu'une relève démocratique, car toute autre tentative serait vouée à l'échec. »

M. ÉDOUARD DEPREUX : un scrutin sans surprise.

« Ce scrutin sans surprise confirme les impressions données par le premier tour : le régime a subi un grave échec. Il a présenté le seul de ses candidats qui pouvait être élu. Ce candidat a été mis en ballottage, ce qui aurait paru impensable il y a encore quelques semaines, et ne l'a emporté au deuxième tour qu'avec une majorité modeste. »

« Je suis persuadé que la gauche l'emportera bientôt si elle sait à la fois s'unir sur un programme commun et se renouveler pour s'adapter à ses tâches actuelles. »

M. DANIEL MAYER : poursuivre le combat offensif.

« Pour se survivre encore quelque temps, le régime a le choix entre se durcir et se libéraliser. Le premier ministre a semblé vouloir s'orienter vers la seconde solution. S'agit-il d'une simple promesse ? C'est essentiellement dans le domaine de l'information (radio et télévision) qu'on pourra en juger prochainement. »

« Mais les intentions affectées ou réelles du gouvernement comptent désormais moins pour l'avenir de la France que la volonté des démocrates. »

« En restant groupés et autour d'un programme commun pour la poursuite de leur combat offensif, les forces qui, sorties de leur silence, viennent de se dégorger grâce à un important appoint de jeunes, créeront enfin une république des citoyens. »

« LE CONSEIL MUNICIPAL DE CHATEAU-SALINS (MOSELLE), démissionnaire, ainsi que nous l'avons annoncé, parce que les crédits promis pour la construction d'un nouveau groupe scolaire n'étaient pas débouqués, est revenu jeudi soir sur sa décision. »

« En effet, alors que le maire tenait une séance publique pour se justifier auprès de ses administrés, une information officielle est venue apporter des apaisements en ce qui concerne la construction de ce groupe scolaire qui figurera sur la liste des priorités pour 1967. Le maire, M. Peiffer, a déclaré aussitôt que dans ces conditions, le conseil municipal avait l'intention de reprendre sa démission. » (Corr. part.)

Sur simple appel téléphonique : LAF. 12-69

L'OFFICE COMPTABLE INTÉRIMAIRE

met à votre disposition

son personnel comptable de remplacement

1, cité Paradis - PARIS (10^e)

LAF. 12-69

A L'O.R.T.F.

LA PROMESSE D'UNE NUIT

Les nuits électorales de l'O.R.T.F. tiennent à la fois de la performance sportive, du spectacle de music-hall et du cocktail mondain. Au cours de la dernière, tant à la Maison de la radio qu'au centre de télévision de la rue Cognac-Jay, les invités pouvaient voir, d'un studio à l'autre, opérer les calculateurs de pourcentages, les techniciens, les artistes chargés de meubler les attentes de résultats, et aussi savourer le champagne officiel.

Avenue du Président-Kennedy, d'où partit à 20 h. 3 la première annonce portant sur 23 000 suffrages exprimés, qui permettait déjà de situer entre 54 et 57 % les voix dont bénéficierait le général de Gaulle, le dispositif technique, bien que très efficace, était relativement simple.

On avait mobilisé aux côtés des téléphonistes et des spécialistes du Journal parlé les comptables de la maison qui, sans ordinateurs électroniques, réussirent à battre de vitesse, grâce aux correspondants de l'O.R.T.F. en province, le ministère de l'intérieur et même la télévision, qui disposait d'une équipe plus importante. Le directeur général, M. Jacques-Bernard Dupont, et M. Chauveau, secrétaire général du conseil d'administration, ne dédaignaient pas de rompre le sandwich en compagnie du personnel administratif et technique, tout en pilotant à travers la maison des couples d'amis venus là comme au spectacle. Les résultats affichés étaient tels qu'une ambiance détendue régnait du haut en bas et que les petits fours du buffet dressé sur le palier du troisième étage avaient un goût plus agréable que ceux du 5 décembre.

Rue Cognac-Jay, l'assistance était plus dense et trois studios tournaient en permanence, l'un pour la diffusion des résultats, l'autre pour la transmission, en direct cette fois-ci, des tribunes politiques, beaucoup plus « ouvertes » que le 5 décembre, le troisième pour les spectacles. On croisait dans les escaliers : Juliette Gréco en robe de lamé, Jean Marais, Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, Nana Mouskouri, les speakerines, les journalistes, des cow-boys, des trapezes, des gymnastes, un faux plâtrier que l'on prit pour un vrai, les pompiers qui avaient fort à faire pour chasser les fumeurs des lieux interdits, des hommes politiques réjouis, d'autres

qui étaient moins, le préfet de la Seine, M. Haas-Picard, très fier que ses services aient prévu à 0,1 % près les résultats dans le département, et M. Contamine, qui faisait les honneurs de la maison avec la courtoisie d'un commandant de croiseur en manœuvres. Le bar du premier étage avait été pourvu de téléviseurs que personne ne regardait, sauf quand apparurent pour la plus charmante séquence de la soirée Jacqueline Monsigny et Marie-Blanche Vergne, blondes duettistes qu'il eût été moins aisé de départager, quant à la séduction, que les deux candidats à la présidence de la République.

On papotait, on se félicitait, on affectait de n'avoir jamais douté de l'issue de la confrontation, et les détonations des bouchons champenois claquaient avec plus d'assurance qu'il y a quinze jours.

Et puis, déjà, on philosophait sur le rôle éminent qu'a tenu l'O.R.T.F. au cours de la campagne, et l'on acceptait même sans réticence exagérée la perspective d'une ouverture bien dosée à l'avenir de toutes les ondes officielles aux membres d'une opposition qu'on aurait peut-être eu intérêt — on l'a compris, semble-t-il — à laisser s'exprimer depuis longtemps. Ce qui eût évité l'impact qui surprit le gouvernement autant que le corps électoral.

Dialogues, monologues, tribunes, face à face avec la presse de toutes opinions des membres du gouvernement, temps d'antenne mensuel pour les représentants des grandes formations politiques, toutes les possibilités furent évoquées au cours de conversations, verre en main, entre minuit et 3 heures du matin. Quel dommage que les décisions n'eussent pu être prises dans l'euphorie démocratique de cette nuit-là !

Si l'aurore aux doigts de rose n'a pas dissipé d'aussi sages intentions, on peut penser que la campagne présidentielle aura permis à l'O.R.T.F. de faire sa mue, de se débarrasser de cette crainte des intrusions opposantes et d'être enfin, sans restriction, reconnue comme leur par tous les Français.

N'est-ce pas une estimable générosité de la part d'un vainqueur que d'accorder le droit de cité au vaincu quand la joute a été loyale et l'honneur sauve ?

MAURICE DENUZIERE.

A EUROPE N° 1

L'« opération estimation » de l'I.F.O.P.

A peine la dernière note du carillon de 20 heures achevait-elle de retentir que les auditeurs d'Europe 1 purent entendre Julien Besançon leur annoncer la victoire du général de Gaulle. C'était pour l'« opération estimation » entreprise par le poste périphérique et l'Institut français d'opinion publique une réussite éclatante confirmant, dépassant même le succès obtenu lors du premier tour (1).

Le principe restait évidemment le même : fournir à des calculatrices électroniques dans un temps record les résultats de trois cents bureaux de vote soigneusement sélectionnés et reconstituant l'image de l'électorat français et de ses tendances politiques. En réponse, les machines livraient les « fourchettes » des pourcentages maximums et minimums attribués aux candidats et qui allaient se retrécissant au fur et à mesure de la « digestion » des résultats.

La compétition réduite à deux candidats, l'opération s'en trouvait évidemment simplifiée. Aussi put-on réduire à une vitesse spectaculaire les écarts, et compléter le pourcentage d'abstentionnistes par celui des bulletins blancs et nuls. L'organisation avait fonctionné à merveille, et, la chance aidant, la première estimation globale avait exactement coïncidé avec la fermeture des derniers scrutins et le « feu vert » pour la diffusion des résultats. Dès 20 h. 7, on savait que les abstentions seraient comprises entre 14 et 17,5 % des électeurs inscrits et que les bulletins blancs ou nuls ne représenteraient que 2 à 2,50 % des votants.

A 20 h. 17, les fourchettes des deux candidats s'étaient refermées à 52 %-58 % pour le général de Gaulle, 42 %-48 % pour M. François Mitterrand. A 20 h. 25, moins d'une demi-heure après la fermeture des derniers bureaux, on pouvait annoncer que le président de la République obtiendrait en métropole de 53 à 57 % des suffrages exprimés, son challenger de 43 à 47 %.

Les interviews

A 22 h. 1, enfin, l'estimation finale accordait 54 à 56 % au chef de l'Etat, 44 à 46 % à M. François Mitterrand, soit de 12 millions et demi à 13 millions de voix au premier, de 10 millions 200 000 à 10 millions 700 000 au second.

Pris de vitesse, le bataillon mon-

tain — amis, personnalités, élégantes — qui arrivait peu à peu, eut en consolation un débat animé et courtois entre quelques hommes politiques réunis autour des micros du studio, MM. Fanton et Sanguinetti, députés U.N.R., M. Jaquet, de la S.F.I.O., un représentant de M. Lecanuet, et M. Edgar Faure, et les interviews téléphoniques, dont le dialogue s'élargissait parfois en discussions plus larges ; on put entendre quelques échanges de propos fort aigres entre M. Jacques Baumeï et M. Jean Lecanuet.

On observait aussi que les relations futures entre la Fédération démocrate et socialiste et le Centre démocrate de M. Lecanuet semblaient évoluer plus de réserve chez les partisans de la Fédération que chez ceux du Centre, que M. Guy Mollet n'envisageait de négociations avec le parti communiste en vue des élections législatives que « longues et difficiles », tandis que M. Gaston Defferre, tout en marquant nettement l'opposition de sa tentative et de celle de M. Lecanuet, envisageait un élargissement possible de la Fédération, et voulait préserver un terrain d'entente avec les centristes.

Les transferts

Sur le coup de 0 h. 22, avant une longue conversation entre Maurice Siegel et le journaliste américain David Schoenbrun, une tentative, inédite, ambitieuse et passionnante fut présentée avec force précautions. Il s'agissait, en se fondant sur la partie correspondante de l'échantillon de l'I.F.O.P. utilisé par l'« opération estimation », d'évaluer les transferts de suffrages qui s'étaient produits entre le premier et le second tour d'un candidat à un autre à Paris.

Ainsi fut-il précisé que le général de Gaulle avait conservé 96,5 % de ses voix du 5 décembre dans la capitale (1 % se portant sur M. Mitterrand, 2,5 % s'abstenant ou votant nul), que M. Mitterrand gardait pour sa part 93,5 % des siennes (3 % l'abandonnant pour son adversaire, 3,5 % s'abstenant ou donnant des bulletins nuls).

Quant aux électeurs des candidats éliminés après le premier tour, leur comportement n'est pas moins intéressant. Pour 50 % ceux de M. Lecanuet (toujours pour Paris) se reportèrent sur le nom du chef de l'Etat, 38 % sur M. François Mitterrand, le solde se répartissant entre l'abstention et les bulletins nuls. Au contraire, 10 % seulement des électeurs de M. Tixier-Vignancour choisirent le président de la République, tandis que 75 % préféraient M. Mitterrand. Enfin, mais la certitude est moindre (en raison de la faiblesse de leur score), les électeurs de MM. Malchilacy et Barbu semblent avoir opté en majorité pour le candidat de l'opposition. Cette séduisante tentative de dernière minute qui n'est encore que partielle et doit être interprétée avec une certaine prudence serait évidemment, si elle est renouvelée et développée, une source d'informations fort précieuses.

ALAIN DUHAMEL.

(1) Voir le Monde du 7 décembre 1965.

« LA SOCIÉTÉ DES REDACTEURS D'« OUEST-FRANCE », qui groupe deux cent quinze journalistes vient de se réunir à Rennes pour désigner son conseil d'administration. M. Rémi Le Goff, attaché aux informations générales, a été élu président-directeur général et M. Jules Dalbart, secrétaire d'édition, secrétaire statutaire. Deux vice-présidents ont été également désignés : MM. Rémi Ménoret, critique littéraire, et André Maussion, sous-chef du service sportif. »

Une vaste étude du suffrage politique

Les analyses des résultats électoraux ne manquent pas. Mais l'étude du suffrage politique lui-même et le droit électoral étaient jusqu'à présent étrangement délaissés. L'importante production de M. Jean-Paul Charnay vient donc à point, et les quatre gros volumes qu'il a publiés coup sur coup ne sont assurément pas inutiles.

Le premier d'entre eux porte le titre : les Scrutins politiques en France de 1815 à 1962 (1). Mais le sous-titre, « Contestations et invalidations », indique mieux le propos, puisqu'il s'agit de l'histoire de la vérification des pouvoirs, c'est-à-dire de l'examen par une assemblée de la régularité de la désignation des membres appelés à la composer. Le sujet peut paraître austère. L'auteur, dont la documentation et le souci de précision sont impressionnants, a su l'éclaircir par une brève présentation historique de chaque chapitre, parfois trop tranchée d'ailleurs, comme pour les débuts de Vichy, un clair exposé des différents modes de scrutin, et des détails moins sévères sur les campagnes électorales.

Quatre périodes

Quatre périodes sont distinguées : de 1815 à 1870, c'est l'élaboration progressive de la vérification des pouvoirs. L'étude, qui suit chaque législature de très près, montre bien les progrès du procédé, ses conquêtes successives, mais aussi la pression gouvernementale, appuyée d'abord sur l'étroitesse du corps électoral, puis sur les candidatures officielles qui en limitent singulièrement la portée. C'est ensuite la « période classique », qui couvre la

III^e République : la constitutionnalisation en 1875, les invalidations partielles du début, qui veulent consolider le régime encore fragile en contestant les élections de ses adversaires, puis une époque moins passionnée, mais qui s'achève, cependant, en 1936, par l'invalidation des « tenants les plus fameux de l'esprit du 6 février », Chippie, Philippe Henriot et Tixier-Vignancour entre autres, d'ailleurs immédiatement réélus. Ensuite viennent, de 1940 à 1958, les « hésitations et les dérèglements ». La vérification des pouvoirs, laissée aux Chambres à la libération, malgré un courant contraire, se porte bien mal, et à chaque élection les difficultés sont grandes qui contribuent au discrédit du Parlement. Le comble est sans doute atteint en 1956, lorsque l'Assemblée nationale, sans vergogne, n'hésite pas à invalider onze élus poujadistes. Enfin, la Constitution de 1958 opère un véritable bouleversement en retirant aux Chambres le contrôle de la désignation de ses membres pour le confier au Conseil constitutionnel.

Il est un peu dommage que, de cette somme de précisions, précieuses, voire indispensables aux spécialistes, les conclusions ne se soient pas dégagées avec plus d'ampleur. La « géographie de la sincérité » montre bien, toutefois, que les irrégularités électorales sont surtout nombreuses au sud d'une ligne qui irait de La Rochelle à Briançon, en contournant par le sud le Massif central et les Cévennes.

L'armée et les régimes politiques

Le second volume, parfois décousu, est plus ambitieux que ne le laisserait supposer son titre : Société militaire et suffrage politique en France depuis 1789 (2), et ce ne sont ni les observations pertinentes ni les réflexions originales qui font défaut. L'ouvrage commence par une analyse des rapports entre l'armée et les régimes politiques successifs qu'elle a servis. Les étapes sont bien marquées ; la transformation du principe absolu de légitimité, avec puis sans fidélité électorale individuelle, en discipline à l'égard de l'Etat par fidélité à la nation, apparaît nettement. Le passage du combat classique à la guerre révo-

lutionnaire est ensuite exposé, et les thèmes de l'idéologie nouvelle, « floue quant au fond, systématisée quant à la forme », ne surprennent pas. La distinction entre la majorité des officiers traditionnellement fidèles au pouvoir légal, une tendance plus limitée au « magistrat sur le pouvoir civil » et une petite minorité politisée était nécessaire. Enfin, l'histoire des candidatures législatives des officiers ne manque pas d'intérêt. Mais l'exercice du suffrage est interprété avec plus d'aisance que les attitudes politiques, plus de rigueur aussi.

**

Les deux autres volumes (3), fort épais, sont bien d'un spécialiste du suffrage et du droit électoral. L'un et l'autre, nourris de connaissances qui semblent inépuisables, seront pour les techniciens des ouvrages fort utiles. Le premier manifeste le souci louable de ne pas négliger, à côté des mécanismes et des théories juridiques, l'exercice réel du suffrage et de ses conditions pratiques. Ainsi l'influence de la franc-maçonnerie, les pressions cléricales ou le financement des élections y trouvent-ils une place, et, sans être très original, cet apport est bien venu.

Le second est plus étroitement juridique (il s'agit d'ailleurs de la thèse de M. J.-P. Charnay) : certains éléments de droit comparé n'en sont pas moins fort intéressants. En somme, ces quatre livres font espérer que M. Jean-Paul Charnay aura bientôt l'occasion de publier, sur le domaine dont il est certainement un des meilleurs connaisseurs, un ouvrage plus ramassé, plus synthétique et plus accessible, qui serait fort précieux.

A. D.

(1) Jean-Paul Charnay : les Scrutins politiques en France de 1815 à 1962. — Contestations et invalidations. — Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, 304 p., 28 F.

(2) Société militaire et suffrage politique en France depuis 1789. Bibliothèque générale de l'École pratique des hautes études S.E.V.P.E.N. 319 pages.

(3) Le Suffrage politique en France. Elections parlementaires, élection présidentielle, référendum. Mouton, 824 p., 95 F.

Le Contrôle de la régularité des élections parlementaires. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 432 pages.

There is no better time to start reading the
NEW YORK
Herald Tribune
European Edition

PUBLISHED DAILY IN PARIS SINCE 1897.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Directeur de la publication : H. Beuve-Méry

Imp. du « Monde », 5, r. des Italiens, Paris

BVP

Afin d'éliminer de nos rubriques de publicité les annonces douteuses qui auraient pu s'y glisser malgré le soin que nous apportons à ce sujet, nous prions nos lecteurs qui auraient des réclamations à formuler d'écrire au Bureau de Vérification de la Publicité (B.V.P.), 27 bis, avenue de Villiers, Paris-17^e, auquel nous adhérons comme membre actif.

A

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE FRANÇAISE

Dans la presse parisienne...

L'HUMANITE: un repêchage

« De Gaulle, comme prévu, est élu grâce à l'appoint des voix réactionnaires qui s'étaient portées le 5 décembre sur les autres candidats de droite (...). Quant à François Mitterrand, il augmente considérablement le total et le pourcentage de ses voix (...). Il y a deux semaines déjà de Gaulle n'était plus qu'un candidat mis en ballottage. C'est le repêchage qui lui permet aujourd'hui de rester provisoirement en place. Encore le doit-il aux lambeaux d'illusions qui persistent sur sa personne (...). A la vérité, le pouvoir personnel accusé à cette heure un échec des plus graves, et les conditions de la relève démocratique mûrissent à un rythme naguère inespéré. »

(ETIENNE FAJON.)

LE POPULAIRE: une réélection logique mais médiocre.

« De Gaulle a été réélu dans des conditions à la fois logiques et médiocres. Logiques parce qu'une bonne fraction de l'électorat des candidats éliminés après le premier tour a retrouvé le réflexe traditionnel du vote à droite qui a été le sien au cours des dernières années. Médiocres parce que le succès a été arraché de justesse après le ballottage sérieux et sur des résultats définitifs représentant le chiffre le plus bas atteint par le général de Gaulle depuis son retour au pouvoir (...). Nous sommes loin du oui « franc et massif » qui était exigé hier, et le problème va consister à voir comment le général de Gaulle gouvernera avec une minorité de suffrages sur son nom et un ralliement tardif d'une fraction de l'électorat, dont les motivations auront été équivoques et ambiguës. Et cela en face d'une gauche qui, venant à peine de commencer le processus de sa transformation et de rénovation, ne dispose pas encore de tous ses moyens. »

(CLAUDE FUZIER.)

COMBAT: un sursis.

« Le résultat n'est pas contestable; il n'en est pas moins vrai que la victoire du général de Gaulle n'est qu'une victoire au deuxième degré, que le vote des Français en sa faveur n'a été ni franc ni massif, que la large confiance sur laquelle il a toujours entendu asseoir sa politique n'existe plus. C'est pourquoi nous appelons sursis la situation dans laquelle le place ce résultat. L'échéance de ce sursis, on la connaît: c'est le renouvellement du Parlement, c'est l'élection législative du printemps 1967. Sans trop préjuger, au vu des résultats de ce scrutin présidentiel, connaissant les motivations législatives, on peut considérer

comme une éventualité sérieuse la défaite de la majorité gaulliste au printemps 1967.

L'AURORE: la décision d'un seul ne pourra plus prévaloir.

« De Gaulle est réélu. Certains de ses proches, et non des moindres, lui prêtent l'intention de libéraliser son régime, de tenir compte à l'avenir de l'opinion publique et de la volonté nationale que représentent les élus. [...] En tout cas on n'imagine plus la décision d'un seul continuant à faire prévaloir une politique qui entraînerait la rupture du Marché commun, celle de l'alliance atlantique et d'autre part l'installation de l'économie française dans ce ralenti, quand nos voisins accélèrent. Il n'est pas possible que dans la conduite de nos affaires d'Etat on reparte comme avant. On le ferait contre l'avis exprimé des 55,4 % du premier tour. »

(ANDRÉ GUÉRIN.)

LE FIGARO: le bon sens l'a emporté.

« Le bon sens l'a emporté, mais ce serait une erreur de croire que cette victoire est un aboutissement. Il faut maintenant envisager l'avenir. Et l'avenir, ce sont les élections de 1967. Dès demain [...] doit être créé, dans le calme retrouvé, un grand parti centriste et européen capable de rassembler, en face du « Front populaire néo-fasciste », les hommes de bonne volonté et de raison, à quelque famille spirituelle qu'ils appartiennent. Sans quoi la réélection du général de Gaulle ne serait qu'une reconduction, alors que pour la plupart des Français qui lui ont fait confiance elle doit être un nouveau point de départ. »

(LOUIS GABRIEL-ROBINET.)

LES ECHOS: le virus démocratique n'a pas fini d'incuber.

« Incarnant la nation tout entière, le chef de l'Etat ne saurait ignorer qu'il n'a été élu que par la moitié de la nation, et l'on pourrait presque dire, par la moitié nord. Dans ces conditions, il ne s'agit pas seulement pour lui de « disposer » des enseignements de la campagne (comme l'avait dit Chaban-Delmas), mais d'en tenir véritablement compte. Le fera-t-il, aussi bien pour les divers aspects de la politique intérieure que pour sa diplomatie, et dans quelle mesure? Cependant, au-delà de l'étape capitale d'hier, la bataille électorale continue. Déjà tous les leaders politiques pensent à ce qu'ils appellent le troisième tour — les élections législatives de 1967 ou d'avant — qui se profile à l'horizon. Un résultat électoral d'importance essentielle est acquis

mais la France ne cesse d'être en campagne. Le virus démocratique inoculé par l'élection présidentielle n'a pas fini d'incuber. »

PARIS-JOUR: le match final en 1967.

« Maintenant, il faut se préoccuper de l'avenir. L'élection présidentielle ne met pas fin à la bataille politique: elle marque, au contraire, son rebondissement, les élections législatives de 1967 devant être le « match final » entre de Gaulle et les oppositions. La question essentielle est donc la suivante: que va faire le général pour gagner, c'est-à-dire pour disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale jusqu'en 1971? (...) Demain, il devra donc tenir compte des dix millions de voix obtenues par M. Mitterrand, dont deux tiers appartiennent à la gauche. (...) En bref, de Gaulle devra se préoccuper davantage des problèmes quotidiens, s'efforcer de réconcilier la V^e République avec ceux qui s'étaient éloignés d'elle. »

(BERNARD LEFORT.)

LA NATION: le spectre de l'aventure est écarté.

« Maintenant que le général de Gaulle est réélu et qu'il reste le président de la nation tout entière, maintenant que le spectre de l'aventure et de l'impulsion est écarté, il serait désastreux, pour les uns, d'abuser de leur victoire, pour les autres de s'enfermer dans l'amertume et la rancœur. Il n'y a pas de place pour la haine entre les hommes et les femmes qui rêvent pareillement d'une France rajeunie et dynamique. Encore une fois, puisse la bataille des mots et des doctrines que nous avons connue ne pas se prolonger par une bataille des cœurs. Le général de Gaulle n'est pas l'homme d'une faction, il l'a dit et répété. Son élection rend possible le grand rassemblement des bonnes volontés et des ardeurs, et un second « bond en avant » de la République nouvelle. »

(PHILIPPE ATGER.)

DÉCÉDÉ SAMEDI

M. Jean Médecin était maire de Nice depuis 1928

« Le Monde » a annoncé, dans ses dernières éditions des 19-20 décembre, la mort de M. Jean Médecin. Le maire de Nice a succombé samedi, à 12 heures 30, dans sa propriété de l'Aire-Saint-Michel, qu'il n'avait plus quittée après avoir subi il y a deux mois une intervention chirurgicale dans une clinique nicoise. Ses obsèques auront lieu mercredi, dans l'intimité, au cimetière de Gairaut, à l'issue d'une messe pontificale, qui sera célébrée à 9 heures en la cathédrale Sainte-Reparate de Nice.

De notre correspondant particulier MICHEL VIVES

Nice, 20 décembre. — Jean, François-Xavier Médecin était né à Nice le 2 décembre 1890. Son père, Alexandre Médecin, était bâtonnier de l'ordre des avocats et maire de Villefranche.

Après avoir terminé ses études secondaires à Aix-en-Provence et fait son droit à Paris, Jean Médecin devait s'inscrire au barreau de Nice après la première guerre mondiale.

Il faisait son service militaire au 173^e régiment d'infanterie, à Corte (Corse), quand la guerre éclata. De simple caporal qu'il était alors, il avait déjà gagné les galons de capitaine quand son unité fut jetée dans la bataille de Verdun. A la tête de sa compagnie, il lutta héroïquement sur une position de la cote 304 dont les Allemands ne purent s'emparer. Ce fait d'armes lui valut de recevoir, sur le front des troupes, à la demande de Joffre, la croix de chevalier de la Légion d'honneur; il sera en outre titulaire de quatre citations.

En 1928, Jean Médecin est maire de Nice. Le 2 décembre, pour son trente-huitième anniversaire, il a réussi l'exploit de se présenter seul aux élections municipales et d'être élu seul au premier tour. Il devait conserver son écharpe pendant trente-sept ans, sans autres interruptions que celles de l'occupation et de l'époque transitoire de la libération.

En juillet 1943, à la demande officielle des autorités d'occupation, qui avaient dénoncé « sa solidarité à l'égard des adversaires de l'Axe et sa résolution de contrecarrer toute initiative de collaboration », il était destitué par le gouvernement de Vichy et assigné à résidence d'abord à Avignon puis à Annot (Basses-Alpes). C'est là qu'un an plus tard il était arrêté par la Gestapo et transféré, après quelques jours de détention à la maison d'arrêt de Nice, dans une forteresse de Bel-fort d'où il fut libéré par l'avance des alliés en septembre 1944.

Dès 1945, il reprenait au conseil général des Alpes-Maritimes le siège qu'il s'y était assuré en 1931. Cette assemblée devait, en 1951, lui offrir sa présidence, fonction qu'il assumait pendant dix ans. Il renonça alors à demander le renouvellement de son mandat afin, déclarait-il, « de se consacrer tout entier à la gestion des intérêts de sa ville natale ».

Dès 1947, en effet, il avait repris sa place à la mairie. Avec une remarquable régularité, les électeurs nicois devaient lui confirmer leur confiance. C'est ainsi qu'aux élections municipales de mars dernier, malgré un pro-

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

BONN: un moindre mal

De notre correspondant particulier ROLAND DELCOUR

Bonn, 20 décembre. — Dans les cercles gouvernementaux, on comptait, le coup de théâtre du premier tour passé, sur la réélection du général de Gaulle. On la considérait d'ailleurs comme un moindre mal par rapport à la victoire d'un candidat de l'opposition appuyé par le parti communiste.

La victoire relative du général de Gaulle sera d'autant moins regrettée que la venue au pouvoir de M. Mitterrand n'aurait pas signifié pour la politique allemande actuelle de changement appréciable, comme les télé-spectateurs allemands auront pu s'en convaincre dimanche soir.

Dans une interview allemande à la première chaîne de télévision, le candidat de l'opposition n'avait pas en effet fait mystère de son hostilité à l'égard de l'association de l'Allemagne fédérale à un « système d'armes atomiques ». Ce n'est pas sur moi, dit-il en substance, que l'on pourrait compter pour un changement de l'attitude française à cet égard. M. Mitterrand rappela qu'étant opposé à la force de frappe française il l'était « a fortiori » à une force de frappe avec participation allemande. Le candidat de l'opposition expliqua ensuite sa conception de l'avenir de la Communauté européenne et qualifia à ce propos de « fâcheux » le traité franco-allemand parce qu'il attribuait un rôle trop important dans l'Europe des Six à la France et à l'Allemagne. Il ne fallait pas, selon M. Mitterrand, donner à nos partenaires l'impression qu'on voulait faire une Europe bilatérale franco-allemande.

La satisfaction restera, toutefois, mitigée, si l'on excepte le Dr Adenauer, aux yeux duquel le général reste le rempart contre la menace du communisme en France. Le ton général des commentaires reflétera certainement l'idée exprimée avant l'élection par un grand quotidien al-

lemant qui avait invité les Allemands de l'Ouest à réfléchir aux meilleurs moyens de « vivre avec de Gaulle ».

A cet égard l'opinion prévaut de plus en plus à Bonn que les conditions difficiles de la réélection du général ne modifieront pas ou guère les perspectives de sa politique extérieure. Tout au plus espère-t-on voir se confirmer sur l'Europe les quelques indications favorables données avant l'élection par M. Peyrefitte, et confirmées précédemment à Rome par MM. Colombo et Couve de Murville. Cependant, vendredi dernier encore, le porte-parole allemand, M. von Hase, se gardait de faire le moindre pronostic sur le retour de la délégation française au conseil des ministres des Six.

L'EX-CHANCELLIER ADENAUER: je suis très heureux.

« En tant qu'Allemand et Européen, je suis très heureux du résultat. Et avec moi, beaucoup d'hommes dans le monde seront heureux que le général de Gaulle assume à nouveau les lourdes fonctions de la présidence », a dit l'actuel président du parti démocrate allemand. — (A.F.P.)

M. STRAUSS: il faut une Europe capable d'agir.

M. Franz-Josef Strauss, président de la C.S.U. (branche bavaroise du mouvement chrétien-démocrate) et ancien ministre fédéral de la défense, commentant le scrutin présidentiel français, a fait la déclaration suivante:

« Après la première confrontation, il convenait d'espérer que le général de Gaulle se présenterait à nouveau. Le scrutin de ballottage s'est déroulé comme prévu. Le temps est maintenant passé de l'incertitude sur le cours à venir de la politique française. Nous espérons que le président réélu emploiera son autorité retrouvée et renforcée pour poursuivre une politique d'unification européenne, par le Marché commun et l'union politique des Six, avec une porte ouverte pour la Grande-Bretagne. »

LE VICE-CHANCELLIER E. MENDE: « Nous espérons que la confirmation du général de Gaulle dans ses fonctions sera à l'origine de nouvelles impulsions tant en ce qui concerne la politique européenne que l'alliance atlantique. »

La politique allemande attend tout spécialement une utilisation plus large du traité d'amitié franco-allemand et le développement de la coopération franco-allemande », a déclaré le président du parti libéral. — (A.F.P.)

LONDRES: 1967 sera un test capital pour le gaullisme

De notre correspondant particulier ALAIN JACOB

Londres, 20 décembre. — Les Anglais ont acquis depuis quelques semaines une confiance assez grande dans les sondages d'opinion français pour que la victoire du général de Gaulle ne les ait guère surpris dimanche soir. Bien sûr, nous disions un jeune représentant de l'aile gauche travailliste, « mon cœur aurait battu un peu plus vite si Mitterrand était arrivé en tête, mais je savais bien que cela n'était pas une hypothèse très vraisemblable ».

Cette attitude sympathique envers le candidat de l'opposition n'est d'ailleurs pas entièrement représentative. Comme au premier tour, la personnalité de M. Mitterrand et surtout l'alliance électorale sur laquelle il s'appuyait laissent bien des doutes aux Britanniques. Un réflexe de prudence, à cet égard, a peut-être pris le dessus: soudain confrontés avec la possibilité de la fin du gaullisme, ceux-là mêmes qui critiquaient le plus souvent le général de Gaulle ont eu un peu peur du saut dans l'inconnu qu'aurait représenté la victoire de son adversaire.

Aussi se résigne-t-on assez bien à Londres au nouveau mandat que vient d'obtenir le président de la République. Le Daily Express se réjouit même bruyamment de sa victoire, barre toute sa première page d'un grand titre: « Vive de Gaulle », et écrit: « Par leur vote, les Français ont approuvé la politique de l'homme qui, en sept ans, les a conduits des divisions humiliantes et de l'impotence politique à une position de puissance et d'honneur parmi les nations. » Tout le monde ne partage évidemment pas l'enthousiasme du quotidien d'extrême droite pour le président de la République française, enthousiasme qui repose surtout comme on sait sur des sentiments nationalistes militants. Mais il est exact que dans l'ensemble, le général de Gaulle est considéré en Grande-Bretagne comme « un personnage très respectable » — l'expression est d'un parlementaire travailliste — et qu'à

ROME: les communistes ont marqué un point.

De notre corresp. partic. JACQUES NOBECOURT

Rome, 20 décembre. — « De Gaulle vainqueur, le gaullisme vaincu », ce titre du journal socialiste *L'Avanti* de samedi annonçait à l'avance les réactions générales de la presse italienne aux résultats de dimanche. Seul le *Messaggero* de Rome se félicitait ouvertement de cet état de choses et l'ensemble de la presse de lundi matin multiplie les restrictions et les questions. On observe toutefois une grande réserve sur une affaire proprement intérieure de la France, et l'on se borne à quelques allusions à la confusion qui régnera entre les formations du centre d'ici aux élections législatives. *L'Unita*, quotidien du parti communiste, estime seul, que « l'aimant de l'unité a contrebalancé l'équation personnelle du général et qu'il continuera à exercer son magnétisme pendant un an et demi ».

Mais la question majeure est celle-ci: de Gaulle va-t-il changer? Le *Corriere della Sera* est plus que sceptique: le général n'est pas converti à l'europhisme sinon il l'aurait dit lui-même. Il ne peut changer en rien. Il n'a rien appris.

Les autres commentateurs sont plus mesurés et l'on devine en arrière-plan de leurs inquiétudes, la crainte d'un certain isolement géographique de l'Italie à l'intérieur de ses alliances si la politique étrangère française devait continuer à prendre du champ, tant envers les Etats-Unis qu'au sein de l'Europe des Six.

Une certaine unanimité se retrouve pourtant à travers toutes les opinions pour juger que le parti communiste est le vrai vainqueur. Bien entendu, la droite le déplore et *L'Unita* s'en félicite. Mais les uns comme les autres dessinent la situation d'une façon très schématique. La correspondante à Paris du quotidien communiste a cette formule: « Les électeurs de Mitterrand n'ont pas voulu se prononcer pour un cartel des « non » en face de de Gaulle, mais pour un cartel des « oui » face à l'avenir. » C'est un rappel d'une formule utilisée par M. Pietro Ingrao à la dernière réunion du comité central du parti communiste italien. Et cette discrète évocation a un sens évident à quelques semaines du congrès de ce parti.

Depuis quelques semaines, *L'Unita* a marqué un rapprochement très net avec le parti communiste français et s'est fait l'écho de ses thèses. Sur un point cependant l'équivoque subsiste évidemment: M. Mitterrand estime que la mise en place d'un pouvoir politique de l'Europe des Six serait le seul moyen de contrôler l'influence des monopoles économiques qui, selon les communistes, entrave le libre développement de la Communauté européenne et la contraint à rester figée dans des frontières étroites.

...et dans la presse de province

LA DEPECHE DU MIDI: la voie de la facilité.

« L'issue du vote dépendait essentiellement du choix que feraient les électeurs de M. Lecanuet. Ce dernier s'était borné à leur demander de ne pas voter pour de Gaulle. Sans doute était-ce attendre trop d'un électoral trop soumis à des influences qu'il ne cesse pas de solliciter, et, comme on s'était, d'autre part, évertué à leur dire que le vote blanc n'avait aucun sens — ce qui est faux — les électeurs se sont trouvés pris entre deux options, et ils ont choisi souvent la voie de la facilité, car il est plus agréable d'être dans le camp majoritaire. Cette observation concerne particulièrement les femmes et les personnes âgées, ainsi que l'ont prouvé de manière péremptoire les analyses de sondages. En gros, M. Mitterrand a eu la majorité chez les hommes, et de Gaulle chez les femmes, mais il y a eu un autre clivage, fondé sur l'âge des électeurs et des électrices, et qui démontre que l'on peut parler, dans une certaine mesure, de conflit de générations. Tous les éléments sociaux qui, par peur de l'inconnu, jouent un rôle de frein, ont voté de Gaulle, tandis que les forces de mouvement ont accepté, d'avance, les risques du changement. »

(J. BARSALOU.)

L'EST REPUBLICAIN: créer une majorité fidèle pour le successeur.

« Il n'y a pas pour le moment dans notre pays, si de Gaulle disparaît, de majorité assurée. Là est le problème de demain car si de Gaulle a pu gouverner pratiquement comme il l'entendait, c'est bien parce qu'il avait le soutien constant d'une majorité fidèle. C'est moins que jamais le moment de l'oublier car quelle serait la situation de tout successeur inévitablement dépourvu de ce prestige exceptionnel, magique, qui fait la force du général? Ce problème de la majorité future n'a pas été abordé par de Gaulle dans sa campagne. Sa candidature et sa réélection ont renvoyé à une date ultérieure la transition qui, un jour ou l'autre, s'imposera. Cette transition se fera mal, craignons-le, si le gaullisme ne change pas de visage, s'il ne se débarrasse pas de ses coiffeuses, s'il est tenté, sous la bourrasque, de se refermer plus encore en une coterie jalouse et sourde ou si une majorité de remplacement, sérieuse et structurée, ne se met pas en place. »

(GEORGES MAMY.)

PARIS-NORMANDIE: le début du combat pour le concept républicain.

« Reste à savoir si le tempérament et les conceptions du général de Gaulle (...) permettront qu'il soit tenu compte des aspirations de la moitié du pays. Les tenants du régime chercheront-ils à courir après leur autorité, auquel cas le dit régime se durcirait. Connaitrons-nous, au contraire, l'expérience de l'Empire libéral? Au vrai, quand le mouvement de contestation est lancé, il est difficile de réaliser avec l'une ou l'autre tentative. Et cet affrontement, qu'on pouvait éviter, risque de se dessiner davantage encore. Ce d'autant que les élections législatives sont relativement proches, qui pourraient bien remettre en cause les résultats d'hier. Non, vraiment, nous ne sommes qu'au début du combat qui va se livrer autour du sentiment que la France a du concept républicain. »

(PIERRE-RENÉ WOLF.)

NORD-MATIN: le gaullisme est dénué de tout sens politique.

« De Gaulle réélu, le « gaullisme » — dont il est maintenant démontré qu'il n'existe pas sans lui — n'en apparaît pas moins dénué de tout sens politique. La majorité du président sortant n'est pas « franche et massive », il s'en faut de beaucoup. La gauche a prouvé sa force, et, sortant de la léthargie où on le croyait plongé, le pays s'est réveillé. Il y a désormais en France une opposition puissante, qui fut devenue majoritaire si le passé du général de Gaulle — le passé seulement — n'avait pas pesé de tout son poids prestigieux. »

(JEAN LECHANTRE.)

LA VOIX DU NORD: le général devra repenser son action.

« En réalité, c'est à propos de l'Europe et de la politique économique et sociale qu'une partie de l'opinion paraît avoir été surtout mécontente du pouvoir. Ces questions touchent d'ailleurs les Français dans leurs préoccupations les plus immédiates et les plus concrètes. Mais, le général de Gaulle ayant toujours tenu compte des faits, nous serions étonnés s'il ne montrait pas dans son action prochaine qu'il a retenu la leçon de ce scrutin. Qu'il doit amener à « repenser son action », selon le mot du premier ministre, cela est d'autant plus probable que les élections législatives s'annoncent vite à l'horizon. Les partis n'ont pas caché que, pour eux, cette échéance constituait le troisième tour... »

(ROBERT DECOUT.)

APRÈS L'ÉLECTION DU GÉNÉRAL DE GAULLE AU DEUXIÈME TOUR

MOSCOU : permanence de la politique étrangère et regroupement des forces de gauche

De notre correspondant particulier HENRI PIERRE

Moscou, 20 décembre. — Arrivée trop tard pour être publiée dans les journaux, la nouvelle de l'élection du président de Gaulle a été accueillie avec satisfaction dans la capitale. Dans leurs commentaires privés, les Soviétiques estiment que le maintien du général de Gaulle assurera la permanence de la politique étrangère de la France, appréciée ici pour son « réalisme ». Certains sans doute se demandent si compte tenu des résultats et en se préoccupant des prochaines élections législatives, le chef de l'Etat ne va pas infléchir sa politique dans un sens plus « européen » et « atlantique ». Mais à leur avis, le président de la République ne doit pas craindre d'aller de l'avant dans la consolidation et l'extension des relations de la France avec l'Union soviétique et les pays de l'Est européen.

Les Soviétiques estiment en effet que ce programme est approuvé en fait par la très grande majorité de l'opinion française puisque aux voix gaullistes il convient d'ajouter celles

obtenues, en tout cas au premier tour, par M. Mitterrand, qui, lui aussi, s'était déclaré pour le rapprochement avec les pays du camp socialiste. Il s'agit donc bien d'une politique vraiment nationale et non pas simplement gaulliste.

En même temps, on est satisfait à Moscou des résultats inespérés obtenus par M. Mitterrand. Le représentant de la gauche était pratiquement inconnu avant le premier tour et il faut bien admettre que sa candidature n'était pas alors prise au sérieux. Après le premier succès du 5 décembre, les journaux rectifièrent le tir et, sans se départir d'une grande objectivité, donnèrent davantage de publicité à M. Mitterrand et aux répercussions politiques de ses résultats. Le fort pourcentage obtenu par le candidat de la gauche devrait, selon les Soviétiques, amener un regroupement des forces de gauche d'où les communistes ne pourraient pas être exclus, étant donné l'action vigoureuse et disciplinée menée par le parti communiste français dans la campagne.

BELGRADE : une bataille entre une politique déterminée et une coalition hétérogène

De notre correspondant particulier PAUL YANKOVITCH

Belgrade, 20 décembre. — « Victoire du général de Gaulle », titrent en première page lundi matin les principaux journaux de la capitale yougoslave. Les résultats des élections ont été accueillis avec satisfaction par l'opinion publique, auprès de laquelle le chef de l'Etat français jouit depuis la guerre déjà d'une popularité incontestée. Ils sont interprétés en premier lieu comme la preuve qu'une majorité confortable des électeurs français a approuvé la politique étrangère du général. On exprime l'espoir que cette politique, qui a fait de la France « un important facteur indépendant et pacifique », sera poursuivie et plus spécialement en Europe.

Mais bien qu'il soit encore trop tôt pour obtenir des commentaires plus approfondis, les observateurs font remarquer dès à présent que la participation au scrutin a été très élevée et que les consignes d'abstention n'ont pas été suivies.

« Tous les électeurs qui, au premier tour, avaient voté soit pour M. Lecanuet, soit pour M. Tixier-Vignancour, ou les deux autres candidats malheureux, n'ont pas suivi l'appel de leurs idoles, écrit

Politika. En effet, certains parmi eux ont voté pour M. Mitterrand, d'autres pour le général. Et il est très probable qu'un certain nombre de Français qui, il y a deux semaines, avaient voté pour le candidat de la gauche ont changé cette fois de camp, se sentant mal à l'aise dans la compagnie des partisans de l'extrême droite, dont l'appui n'a pas été refusé expressément par M. Mitterrand. »

Dans une analyse de son correspondant parisien, Politika estime que les électeurs français ont été amenés à un choix qui n'était pas clair. « Ce ne fut pas un conflit entre la gauche et la droite, mais entre une politique déterminée, personnifiée par le général de Gaulle, et une coalition quelque peu inconfortable. Du fait même de son caractère hétérogène, cette coalition n'aurait certainement pas survécu, en cas de victoire, à la proclamation des résultats ; son caractère hétérogène l'a empêchée de présenter aux électeurs un programme clair. »

Pour sa part, Borba, également dans une correspondance de Paris, estime que le succès remporté par M. Mitterrand « n'a pas dépassé les espérances »

NATIONS UNIES : satisfaction en dépit des critiques croissantes contre la politique africaine de la France

De notre correspondant particulier PHILIPPE BEN

Nations unies (N.-Y.), 20 décembre. — La plupart des diplomates qui représentent aux Nations unies les pays non alignés d'Afrique et d'Asie, les pays communistes, les pays latino-américains, également les diplomates américains et leurs amis, que le premier tour des élections françaises avait fortement inquiétés, admettent sans difficulté depuis quelques jours que les sondages donnés au général de Gaulle ne rassurent complètement. Ayant appris à apprécier ces sondages, que la presse américaine qualifiait de « très exacts » avant le premier tour, les diplomates de l'O.N.U. en avaient d'avance conclu que le général de Gaulle ne pouvait plus perdre la partie. Ce qui ne les a pas empêchés dimanche avant dîner d'allumer leurs postes de radio et de télévision pour écouter les derniers bulletins de nouvelles.

Mais leur satisfaction d'être assurés que la politique française d'indépendance, si appréciée aux Nations unies, sera maintenue, s'accompagne déjà d'inquiétude. Ils se demandent si le nouveau régime gaulliste saura élaborer au sein de l'O.N.U. une nouvelle ligne de conduite mieux adaptée que l'ancienne aux exigences de la situation. En ce qui concerne en effet l'Organisation internationale elle-même, cette situation est considérée comme de nouveau très difficile. La crise de l'O.N.U. n'a été résolue au cours de l'automne dernier que de façon purement formelle. En réalité, la principale fonction de l'Organisation mondiale — le maintien de la paix — reste bloquée puisque au cours de l'actuelle session de l'Assemblée générale, qui prendra fin cette semaine, aucun accord n'a pu se faire sur les conditions dans lesquelles les opérations de paix de l'O.N.U. pourraient être décidées et menées dans l'avenir.

À cet égard le conflit entre les conceptions anglo-américaines d'une part et celles de la France et de l'U.R.S.S. de l'autre reste aussi aigu que par le passé. Il en résulte que plusieurs opérations en cours de sauvegarde de la paix — à Chypre, à Gaza, à la frontière indo-pakistanaise — connaissent de très graves difficultés, aucun accord ne s'étant fait sur leur financement. Dès lors le déficit de l'Organisation mondiale continue d'augmenter.

Dans ce domaine beaucoup dépend de la France. Celle-ci fera-t-elle prévaloir ses conceptions traditionnelles ou, faisant preuve d'une plus grande souplesse, voudra-t-elle contribuer à l'édification d'un compromis sans lequel l'avenir de l'O.N.U. appa-

rait extrêmement sombre ? Le rôle des Nations unies en Afrique pose un problème analogue. Il faudrait à l'Organisation mondiale beaucoup plus de fermeté et l'unanimité — tout au moins celle des grandes puissances — pour mettre fin à la situation chaotique qui se développe sur ce continent.

Il n'a échappé à personne ici, en tout cas, que dans les nombreux votes qui ont eu lieu dernièrement à l'O.N.U. sur les problèmes que posent la Rhodésie, l'Afrique du Sud, les colonies portugaises, etc., la République gaulliste, tout en justifiant son attitude par des considérations de principe, n'en a pas moins adopté en fait, à l'égard des régimes racistes ou coloniaux, une attitude de neutralité. Jusqu'à présent, les Africains, à l'exception des Guinéens et parfois aussi des Maliens, ont préféré ne pas critiquer ouvertement ces votes de la France parce qu'il était nécessaire pour eux de l'approuver vis-à-vis d'autres problèmes très importants de l'« indépendance LD portants de l'« idéologie mondiale ».

En privé pourtant les critiques contre la politique africaine de la France sont très vives. Nombreux sont les diplomates africains qui accusent le général de Gaulle de vouloir profiter d'une manière cynique des difficultés que connaît maintenant les Anglais et mettre ainsi la France en mesure de réaliser de gros bénéfices en livrant à leur place des armes à l'Afrique du Sud et au Portugal, voire en commerçant avec le régime rebelle de Salisbury. Tout en se félicitant donc de la réélection du général de Gaulle les Africains expriment généralement l'espoir que ce dernier, assuré de gouverner encore longtemps, acceptera de modifier sa politique en ce qui concerne leur continent.

TOKYO : un grand plaisir.

Dans un communiqué, publié lundi, le ministre japonais des Affaires étrangères se félicite aujourd'hui de la réélection du général de Gaulle.

« C'est avec grand plaisir » que le Japon apprend la nouvelle de la réélection du général de Gaulle auquel la majorité du peuple français apporte son appui, précise le communiqué. Il exprime l'espoir que l'Etat de santé du général de Gaulle lui permettra de continuer à se consacrer au renforcement de la France et de la paix mondiale. — (Reuter.)

WASHINGTON : les dirigeants américains n'avaient pas de favori

De notre correspondant particulier ALAIN CLÉMENT

Washington, 20 décembre. — C'est sans fièvre que l'Amérique a attendu, puis appris, les résultats du scrutin présidentiel français. Les premières nouvelles de la victoire gaulliste, incorporées aux bulletins d'information des stations de radio dans le courant de l'après-midi (heure locale), venaient en troisième ou quatrième position, après les troubles de Saint-Domingue, les péripéties de la guerre du Vietnam et le retour des astronautes. Habités aux sondages d'opinion, dont l'Amérique fut le banc d'essai, les observateurs ne s'étaient pas mis en mal d'imagination et, faisant confiance aux chiffres des « gallups » français, s'interrogeaient seulement sur le pourcentage de voix qui départagerait le gagnant présumé de son concurrent. À aucun moment il n'y eut d'hésitation quant à l'issue de l'épreuve, et il ne semble pas que les milieux officiels aient sérieusement retenu l'hypothèse d'une surprise.

Comment Washington aurait-il réagi à l'imprévu ? Les spécialistes avaient-ils à tout hasard préparé un « document de travail » sur la situation devant laquelle un succès de M. Mitterrand aurait placé la politique américaine ? On le saura peut-être un jour. Mais il est probable que dans le secret de leur cœur les dirigeants américains n'avaient pas de « favori », les deux candidats leur inspirant des appréhensions différentes quoique égales ; si bien que

le penchant conservateur de la tradition diplomatique américaine les aura sans doute inclinés à regarder la reconduction de l'ordre établi comme un moindre mal.

En dépit des causes qui ont conduit au ballottage, les Américains vont être amenés à identifier de plus en plus la France au général de Gaulle. Un voyage dans l'ouest du pays nous a confirmé que cette identification était très largement achevée. La théorie selon laquelle, aux Etats-Unis, le « pays réel » se montrerait beaucoup plus « compréhensif » envers la politique gaulliste que le « pays légal » et que le petit groupe de personnalités qui font la politique étrangère américaine a de moins en moins de fondement. À part de rares spécialistes, qui suivent de près les affaires étrangères, la France est en train de devenir la nation dont on peut dire n'importe quoi, sur le compte de laquelle les légendes les plus fumeuses ont cours. On n'en est pas encore au point où la francophilie, supposée avoir été partie intégrante de l'héritage sentimental américain — proposition qui mériterait au moins d'être discutée — est remplacée par une attitude franchement hostile ; il est de toute façon trop tôt pour généraliser, mais il est évident que le doute et la suspicion gagnent partout du terrain dans les esprits, sans que pour autant la France en reçoive un surcroît d'autorité ou de prestige.

MONTRÉAL : de Gaulle devra régler rapidement la question du Marché commun

De notre correspondant particulier JEAN TAINURIER

Montréal, 20 décembre. — Sur les questions internationales, Canadiens français et Canadiens anglais n'ont pas toujours les mêmes termes de référence. Ainsi, si les premiers se réjouissent de la victoire du président de Gaulle parce qu'elle représente la poursuite du rapprochement entre le Québec et la France, les seconds craignent surtout M. Mitterrand, dont les complexes alliances risquaient à leurs yeux de remettre en selle le parti communiste. Côté gouvernemental, la victoire du général de Gaulle est également accueillie avec satisfaction. On espère cependant que le ballottage du premier tour adoucira quelque peu les positions parfois trop catégoriques de la diplomatie française. Certes, le Canada est toujours disposé à jouer son rôle de modérateur entre Washington et Paris, mais on comprend parfois assez mal un certain style imposé par le général de Gaulle dans les rapports entre la France et ses alliés.

On attend donc avec intérêt les suggestions que la France doit présenter prochainement dans le domaine de la réforme des structures de l'alliance atlantique, sans cacher qu'elles seront d'autant plus aisément étudiées que leur présentation s'effectuera en

termes plus souples. On ne pense pas cependant que les principes de base de la politique française puissent connaître des modifications radicales à la suite des élections de dimanche.

Mais la question qui préoccupe surtout les Canadiens est celle des élections législatives et des ouvertures auxquelles le général de Gaulle devra se livrer pour s'assurer une Assemblée nationale « gouvernable ». La nécessité devant laquelle il se trouve de faire porter son effort sur le social, estime-t-on, va dès lors obliger à régler rapidement la question agricole du Marché commun. Ce problème réglé, se posera alors de nouveau celui de l'entrée de la Grande-Bretagne au sein de la C.E.E. Ce qui n'est pas sans inquiéter un pays membre du Commonwealth.

ALGER : le scrutin a été suivi avec passion.

(Correspondance particulière.)

Alger, 20 décembre. — Jamais une élection à l'étranger n'a été suivie avec autant d'intérêt, de passion même, que le scrutin du 19 décembre en France. Dans les familles comme dans les cafés, de très nombreux Algériens ont suivi heure par heure les résultats, allant jusqu'à négliger un événement aussi important que le match de football Algérie-U.R.S.S. Et ces résultats correspondent aux vœux de la grande majorité des Algériens.

Est-il besoin de rappeler que si le général de Gaulle est populaire en Algérie, c'est d'abord parce qu'il a accepté, et fait accepter aux Français, l'indépendance de ce pays.

C'est aussi parce qu'il incarne, aux yeux des Algériens, la politique de coopération. (C'est sous son premier septennat que les importants accords pétroliers ont été signés). Enfin le général de Gaulle est l'homme qui a condamné la politique américaine au Vietnam, qui boude l'O.T.A.N. et soutient le « tiers monde ».

Certains Algériens, en outre, n'oublient pas que des hommes de gauche, et M. Mitterrand lui-même, se sont opposés à l'émancipation de l'Algérie lorsqu'ils étaient au pouvoir.

TUNIS : satisfaction discrète.

(De notre corresp. particulière.)

Tunis, 20 décembre. — Au lendemain de l'élection du général de Gaulle, les responsables tunisiens se refusent à commenter ce qu'ils considèrent comme étant une affaire intérieure française. Ce mutisme, à vrai dire, relève d'une prudence bien compréhensible au moment où le climat des relations franco-tunisiennes semble devoir s'améliorer après un an de tension persistante. On souhaite avant tout ici voir se concrétiser rapidement les perspectives meilleures ouvertes depuis quelques semaines, et en ce sens l'élection du président sortant est accueillie avec une satisfaction discrète. Le président Bourguiba devait traduire ce sentiment général en adressant dès lundi un message de félicitations au chef de l'Etat français.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

FRANKFURTER ALLGEMEINE (indépendant) : les électeurs de M. Lecanuet ont choisi le moindre mal.

« La plus grande partie des 3,6 millions d'électeurs qui avaient choisi M. Lecanuet au premier tour semblent avoir préféré de Gaulle au second. Ces électeurs, qui ont voté pour de Gaulle par crainte du Front populaire, n'ont pas pensé signer un chèque en blanc à de Gaulle pour son second septennat. Pour eux, il s'agissait simplement de choisir le moindre mal. »

LE SOIR (Bruxelles, indépendant) : au chef de l'Etat de démontrer qu'il n'est pas bonapartiste.

« La victoire du président sortant était attendue. Elle n'a pas pris au surplus des proportions telles que le souvenir des résultats du premier tour de scrutin puisse être considéré comme aboli. »

« Au contraire, si d'un tour à l'autre le rapport des forces s'est modifié — légèrement — entre les deux principaux candidats, c'est plutôt en faveur de M. Mitterrand. Si l'on tient compte des abstentions et des votes blancs, le général de Gaulle ne recueille pas l'appui de la moitié de l'électorat français. Moralement cependant l'épreuve a plutôt grandi le général de Gaulle, dans la mesure où il s'est humanisé, où comme tout le monde il a accepté de descendre dans l'arène entre les deux tours de scrutin. Fort du précédent du prince deigner l'empereur des Français, Louis-Napoléon, élu lui aussi au suffrage universel pour mieux certains adversaires du général de Gaulle ont prétendu dénoncer chez lui des tendances comparables à « bonapartisme ». Il appartient maintenant au chef de l'Etat français de démentir ces prophètes. »

LA LIBRE BELGIQUE (Bruxelles, catholique) : route barrée à l'aventure.

« On peut et on doit en définitive se réjouir de la réélection du général de Gaulle, dans la mesure où elle barre la route à M. Mitterrand, et avec lui à l'aventure. »

« Car le choix se trouvait en fin de compte non entre la gauche et la droite, mais entre une stabilité imparfaite et un bouleversement extrêmement dangereux pour la France et pour le monde. On peut et on ose souhaiter en tout état de cause, sur le plan international en général et européen en particulier, la France présente demain un visage plus souriant et moins méprisant, une attitude qui ne confonde pas la hauteur de vues et la brutalité des manières. »

LE MATIN (Anvers, libéral) : à la tête d'une France coupée en deux.

« ...Eux au suffrage universel, de Gaulle n'en a pas moins, et fort malencontreusement, confirmé qu'il est à la tête d'une France coupée en deux, où un citoyen sur deux — compte tenu des abstentions — est hostile à son régime et à son pouvoir. Dès lors, on doit considérer que de Gaulle, tirant la leçon du scrutin, n'aura rien de plus pressé que de renier son gouvernement. Et que les mois à venir verront se préparer les législatives de 1967, dominées par le puissant regroupement que la gauche française vient de réussir. »

JOURNAL DE GENEVE : un peu plus de la moitié des Français.

« Du point de vue où il (le général) se place, le succès n'est que relatif, car comment parler de légitimité lorsqu'on représente non pas l'unanimité des Français, mais seulement un peu plus de la moitié ? En revanche, il y a succès au sens traditionnel du terme si l'on considère le président comme le chef d'un parti, en l'occurrence le parti gaulliste. Mais le général de Gaulle a précisément toujours déclaré qu'il n'était pas un chef de parti et qu'il ambitionnait de rassembler tous les citoyens. C'est dire que son succès ne règle pas tous les problèmes. »

IL TEMPO (Rome, modéré) : de Gaulle n'est pas homme à tirer la leçon des événements.

« Une fragile majorité, aussi éloquente qu'une défaite, est ce que le général de Gaulle a réussi

à tirer, au second tour des élections présidentielles, des nostalgies et des illusions d'un peuple s'accrochant noblement à la gloire de son magnifique passé et quelquefois incapable de s'adapter aux exigences d'une réalité qui a changé. »

« En conséquence, la France, pour les sept années à venir, aura un régime particulier qui est en fait une République gouvernée par un monarque à peine constitutionnel. [...] Un retrait de la France du Marché commun et de l'alliance atlantique constituerait une catastrophe. [...] Malheureusement, de Gaulle n'est pas homme à tirer la leçon des événements ni à se soumettre à la volonté populaire. »

DIARIO DE NOTICIAS (Lisbonne) : rien n'oblige de Gaulle à changer de politique.

« Le président a maintenant une mesure numériquement rigoureuse de l'opposition qu'il doit affronter. (...) Dans quelle mesure les conceptions de de Gaulle sur l'intégration de l'Europe et l'avenir de l'alliance atlantique auront-elles influencé les électeurs français ? Personne ne peut le dire pour le moment, et le président n'est donc pas obligé de changer d'orientation. »

MORGEN BLADET (Oslo, conservateur) : de Gaulle ne peut plus désigner de successeur.

« Le fait du ballottage et la maigre majorité qui s'est dégagée en faveur du président réélu ont dû être, même pour lui, un langage clair : de Gaulle ne peut plus désigner son successeur. Il est hautement probable que ce qui va arriver maintenant dans la politique française, ce sera l'apparition d'une formation politique qui représentera une profonde unification du centre, en vue des élections parlementaires de 1967. »

NEW YORK TIMES (indépendant) : soulagement dans le monde occidental.

« Cette fois, il n'y a pas eu de surprise, si ce n'est que la majorité avec laquelle le général de Gaulle a été réélu a été confortable. Mais ni lui ni la France ne vont être maintenant les

Daniel GUÉRIN
L'ALGÉRIE
CAPORALISÉE ?
3,60 F - Franco, 3,90
En dépôt à E.D.I.
29, rue Descartes, PARIS (5^e)
C.C.P. 18.462-71 Paris
Du même auteur, à E.D.I. :
L'ALGÉRIE
QUI SE CHERCHE

GÉNÉRAL DE GAULLE AU DEUXIÈME

NATIONS UNIES : satisfaction en dépit des critiques croissantes contre la politique africaine de la France

De notre correspondant particulier PHILIPPE BEN

Nations unies (N.-Y.), 20 décembre. — Les quatre des diplomates qui représentent aux Nations unies les pays non alignés d'Afrique et d'Asie, les pays communistes, les pays latino-américains, également les diplomates américains et leurs amis, que le premier tour des élections françaises avait fortement inquiétés, admettaient sans difficulté depuis quelques jours que les sondages donnant au général de Gaulle une confortable majorité les rassuraient complètement. Ayant appris à apprécier ces sondages, que la presse américaine qualifiait de « très exacts » avant ce premier tour, les diplomates de l'O.N.U. en avaient d'avance conclu que le général de Gaulle ne pouvait plus perdre la partie. Ce qui ne les a pas empêchés dimanche avant dîner d'allumer leurs postes de radio et de télévision pour écouter les derniers bulletins de nouvelles.

Mais leur satisfaction d'être assurés que la politique française d'indépendance, si appréciée aux Nations unies, sera maintenue, s'accompagne déjà d'inquiétude. Ils se demandent si le nouveau régime gaulliste saura élaborer au sein de l'O.N.U. une nouvelle ligne de conduite mieux adaptée que l'ancienne aux exigences de la situation. En ce qui concerne en effet l'Organisation internationale elle-même, cette situation est considérée comme de nouveau très difficile. La crise de l'O.N.U. n'a été résolue au cours de l'automne dernier que de façon purement formelle. En réalité, la principale fonction de l'Organisation mondiale — le maintien de la paix — reste bloquée puisque au cours de l'actuelle session de l'Assemblée générale, qui prendra fin cette semaine, aucun accord n'a pu se faire sur les conditions dans lesquelles les opérations de paix de l'O.N.U. pourraient être décidées et menées dans l'avenir.

A cet égard le conflit entre les conceptions anglo-américaines d'une part et celles de la France et de l'U.R.S.S. de l'autre reste aussi aigu que par le passé. Il en résulte que plusieurs opérations en cours de sauvegarde de la paix — à Chypre, à Gaza, à la frontière indo-pakistanaise — connaissent de très graves difficultés, aucun accord ne s'étant fait sur leur financement. Dès lors le déficit de l'Organisation mondiale continue d'augmenter.

Dans ce domaine beaucoup dépend de la France. Celle-ci fera-t-elle prévaloir ses conceptions traditionnelles ou, faisant preuve d'une plus grande souplesse, voudra-t-elle contribuer à l'édification d'un compromis sans lequel l'avenir de l'O.N.U. apparaît

très extrêmement sombre ? Le rôle des Nations unies en Afrique pose un problème analogue. Il faudrait à l'Organisation mondiale beaucoup plus de fermeté et l'unanimité — tout au moins celle des grandes puissances — pour mettre fin à la situation chaotique qui se développe sur ce continent.

Il n'a échappé à personne ici, en tout cas, que dans les nombreux votes qui ont eu lieu dernièrement à l'O.N.U. sur les problèmes que posent la Rhodésie, l'Afrique du Sud, les colonies portugaises, etc., la République gaulliste, tout en justifiant son attitude par des considérations de principe, n'en a pas moins adopté en fait, à l'égard des régimes racistes ou coloniaux, une attitude de neutralité. Jusqu'à présent, les Africains, à l'exception des Guinéens et parfois aussi des Maliens, ont préféré ne pas critiquer ouvertement ces votes de la France parce qu'il était nécessaire pour eux de l'approuver vis-à-vis d'autres problèmes très importants de l'« indépendance LD portants de l'« idéologie mondiale ».

En privé pourtant les critiques contre la politique africaine de la France sont très vives. Nombreux sont les diplomates africains qui accusent le général de Gaulle de vouloir profiter d'une manière cynique des difficultés que connaissent maintenant les Anglais et mettre ainsi la France en mesure de réaliser de gros bénéfices en livrant à leur place des armes à l'Afrique du Sud et au Portugal, voire en commerçant avec le régime rebelle de Salisbury. Tout en se félicitant donc de la réélection du général de Gaulle les Africains expriment généralement l'espoir que ce dernier, assuré de gouverner encore longtemps, acceptera de modifier sa politique en ce qui concerne leur continent.

TOKYO : un grand plaisir.

Dans un communiqué, publié lundi, le ministre japonais des affaires étrangères se félicite aujourd'hui de la réélection du général de Gaulle.

« C'est avec grand plaisir » que le Japon apprend la nouvelle de la réélection du général de Gaulle auquel la majorité du peuple français apporte son appui, précise le communiqué. Il exprime l'espoir que l'Etat de santé du général de Gaulle lui permettra de continuer à se consacrer au renforcement de la France et de la paix mondiale. — (Reuter.)

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

à tirer, au second tour des élections présidentielles, des nostalgies et des illusions d'un peuple s'accrochant noblement à la gloire de son magnifique passé et quelquefois incapable de s'adapter aux exigences d'une réalité qui a changé.

» En conséquence, la France, pour les sept années à venir, aura un régime particulier qui est en fait une République gouvernée par un monarque à peine constitutionnel. [...] Un retrait de la France du Marché commun et de l'alliance atlantique constituerait une catastrophe. [...] Malheureusement, de Gaulle n'est pas homme à tirer la leçon des événements ni à se soumettre à la volonté populaire. »

DIARIO DE NOTICIAS (Lisbonne) : rien n'oblige de Gaulle à changer de politique.

« Le président a maintenant une mesure numériquement rigoureuse de l'opposition qu'il doit affronter. (...) Dans quelle mesure les conceptions de de Gaulle sur l'intégration de l'Europe et l'avenir de l'alliance atlantique auront-elles influencé les électeurs français ? Personne ne peut le dire pour le moment, et le président n'est donc pas obligé de changer d'orientation. »

MORGEN BLADET (Oslo, conservateur) : de Gaulle ne peut plus désigner de successeur.

« Le fait du ballottage et la maigre majorité qui s'est dégagée en faveur du président réélu ont dû être, même pour lui, un langage clair : de Gaulle ne peut plus désigner son successeur. Il est hautement probable que ce qui va arriver maintenant dans la politique française, ce sera l'apparition d'une formation politique qui représentera une profonde unification du centre, en vue des élections parlementaires de 1967. »

NEW YORK TIMES (indépendant) : soulagement dans le monde occidental.

« Cette fois, il n'y a pas eu de surprise, si ce n'est que la majorité avec laquelle le général de Gaulle a été réélu a été confortable. Mais ni lui ni la France

mêmes. Le scrutin indécis d'il y a deux semaines, lorsque le président ne put obtenir une majorité, a été un poteau indicateur pour l'histoire contemporaine de la France. [...]

» Maintenant que la France a fait son choix, il y aura un soulagement profond dans le monde occidental, y compris aux Etats-Unis. Le président de Gaulle a été, et continuera certainement d'être, une grande menace pour Washington, les puissances de l'O.T.A.N. et les partenaires de la France au sein du Marché commun. Cependant il est un élément que l'on connaît, une figure historique grande et admirée, un pilier de force dans un monde où la France demeure un lien vital pour toute cohésion que l'Occident voudra établir. Il est un élément de trouble, mais personne ne peut douter de son engagement à l'égard des politiques essentielles de l'Occident. »

NEW YORK HERALD TRIBUNE (républicain) : de Gaulle doit choisir entre préparer l'avenir et demeurer dans le passé.

« De Gaulle estimera-t-il que l'échec inattendu qui l'a contraint à un second et humiliant scrutin est le résultat d'un errement national, ou un fait dont il peut tirer un enseignement ? Dans la seconde hypothèse, on pourrait s'attendre à ce qu'il modère le nationalisme étroit de sa politique extérieure et consacre plus de temps aux problèmes intérieurs. Parmi ces derniers il pourrait bien tenter de faire revivre la vie politique... Il serait très malheureux que la France ait à improviser son successeur, ou simplement qu'elle doive se contenter d'un héritage de fonctionnaires. »

» Il est vrai que son opposition vers la fin de la campagne a montré que la France peut trouver des candidats attirants, sans pour autant devoir retourner aux hommes usés par le temps de la IV^e République. Mais Lecanuet était essentiellement un critique plutôt qu'un président en puissance, et Mitterrand un compromis trop évident. Le retour de de Gaulle à l'Élysée lui donne une chance de préparer l'avenir. Ce serait une tragédie s'il utilisait seulement à demeurer dans le

WASHINGTON : les Français n'avaient pas

De notre correspondant particulier

Washington, 20 décembre. — C'est sans fièvre que l'Amérique a attendu, puis appris, les résultats du scrutin présidentiel français. Les premières nouvelles de la victoire gaulliste, incorporées aux bulletins d'information des stations de radio dans le courant de l'après-midi (heure locale), venaient en troisième ou quatrième position, après les troubles de Saint-Domingue, les péripéties de la guerre du Vietnam et le retour des astronautes. Habités aux sondages d'opinion, dont l'Amérique fut le banc d'essai, les observateurs ne s'étaient pas mis en mal d'imagination et, faisant confiance aux chiffres des « gallups » français, s'interrogeaient seulement sur le pourcentage de voix qui départagerait le gagnant présumé de son concurrent. A aucun moment il n'y eut d'hésitation quant à l'issue de l'épreuve, et il ne semble pas que les milieux officiels aient sérieusement retenu l'hypothèse d'une surprise.

Comment Washington aurait-il réagi à l'imprévu ? Les spécialistes avaient-ils à tout hasard préparé un « document de travail » sur la situation devant laquelle un succès de M. Mitterrand aurait placé la politique américaine ? On le saura peut-être un jour. Mais il est probable que dans le secret de leur cœur les dirigeants américains n'avaient pas de « favori », les deux candidats leur inspirant des appréhensions différentes quoique égales ; si bien que

MONTRÉAL : de Gaulle la question du

De notre correspondant particulier

Montréal, 20 décembre. — Sur les questions internationales, Canadiens français et Canadiens anglais n'ont pas toujours les mêmes termes de référence. Ainsi, si les premiers se réjouissent de la victoire du président de Gaulle parce qu'elle représente la poursuite du rapprochement entre le Québec et la France, les seconds craignaient surtout M. Mitterrand, dont les complexes alliances risquaient à leurs yeux de remettre en selle le parti communiste. Côté gouvernemental, la victoire du général de Gaulle est également accueillie avec satisfaction. On espère cependant que le ballottage du premier tour adoucira quelque peu les positions parfois trop catégoriques de la diplomatie française. Certes, le Canada est toujours disposé à jouer son rôle de modérateur entre Washington et Paris, mais on comprend parfois assez mal un certain style imposé par le général de Gaulle dans les rapports entre la France et ses alliés.

On attend donc avec intérêt les suggestions que la France doit présenter prochainement dans le domaine de la réforme des structures de l'alliance atlantique, sans cacher qu'elles seront d'autant plus aisément étudiées que leur présentation s'effectuera en

M. HOUPHOUËT-BOIGNY : nous sommes les premiers à nous réjouir.

Niamey, 20 décembre (A.F.P.). — « En vertu des liens particuliers de cœur et de raison qui nous unissent à la France, nous sommes les premiers à nous réjouir de la réélection du président de Gaulle, qui assure la continuité de la politique française », a déclaré lundi matin M. Houphouët-Boigny, avant de quitter Niamey pour regagner Abidjan.

« Nous, les jeunes Etats, nous sommes attachés à un principe, celui de la stabilité gouvernementale dans la sécurité politique, souhaitant aux autres ce que nous voulons pour nous-mêmes », a poursuivi le chef de l'Etat ivoirien, se faisant le porte-parole de ses amis du Conseil de l'Entente, les présidents Maurice Yaméogo et Diiori Hamani, qui étaient venus le conduire à l'aéroport.

Daniel GUÉRIN
L'ALGÉRIE
CAPORALISÉE ?

3,60 F - Franco, 3,90

En dépôt à E.D.I.

29, rue Descartes, PARIS (5^e)
C.C.P. 18.462-71 Paris

Du même auteur, à E.D.I. :

L'ALGÉRIE
QUI SE CHERCHE